

Un solo mondo Eine Welt Un seul monde

N°4
DÉCEMBRE 2006
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**Pas de bien-être sur une planète malade
Les Objectifs du Millénaire au service de
l'environnement**

Soudan: guerres, pétrodollars et pauvreté

**Développement rural: des approches novatrices pour
soustraire les paysans à l'engrenage de la pauvreté**

DOSSIER



ENVIRONNEMENT ET OMD

Un couple inséparable: développement et écologie

Tout développement dépend, et dépendra toujours, de l'état de la planète

6

«Les dégâts écologiques menacent l'humanité entière»

Un entretien avec Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

12

L'écologie, un facteur économique

Le principe de durabilité n'aura des chances de s'imposer que lorsque la protection de l'environnement sera financièrement rentable

14

Survivre et sauver des vies

En Turquie, des sauveteurs volontaires sont formés pour intervenir dans leurs quartiers en cas de séisme

24

FORUM



Terre en vue!

Des approches novatrices doivent stimuler le développement rural

26

L'enfer des politiciens

L'écrivain ukrainien Youri Andrukhovitch parle de Dieu et de la classe politique dans son pays

29

Sommaire

HORIZONS



Peu de place pour le rêve, malgré les pétrodollars

Le Soudan émerge lentement de l'isolement international que lui avait valu son soutien au fondamentalisme islamique

16

Semblables et différents à la fois

La Soudanaise Eiman Kheir raconte son retour au pays après un long exil

20

DDC

Des partenariats, non des parrainages!

Le directeur de la DDC Walter Fust évoque les partenariats entre petits pays

21

Rizières infestées de bombes

Les champs du Laos restent parsemés de ratés qui mettent en danger la vie des riziculteurs

22

CULTURE



L'émerveillement ne suffit pas

Jacques Hainard, directeur du MEG, évoque le rôle des objets ethnographiques, la marchandisation des «arts primitifs» et les musées virtuels

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la sécurité alimentaire?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



De la cohérence dans les actes

La coopération ne résoudra pas, à elle seule, tous les problèmes de développement dans le monde. Penser le contraire reviendrait à demander l'impossible aux instances chargées de la coopération internationale. Ce serait aussi prendre le risque de rejeter des responsabilités et de fermer les yeux sur cette évidence: les problèmes de la planète ne seront résolus que par les efforts conjugués d'acteurs les plus divers.

Dans notre dossier «Environnement et Objectifs du Millénaire pour le développement» (page 12), Achim Steiner, directeur du Programme des Nations Unies pour l'environnement, met le doigt sur un point crucial: «Bientôt, nous cesserons de nous référer aux dimensions Nord/Sud, car les dégâts écologiques menacent l'humanité entière». En d'autres termes, il demande des actions cohérentes – coordonnées et non contradictoires. Notre main droite doit savoir ce que fait notre main gauche. Voyons ce que cela peut signifier concrètement dans la réalité helvétique.

La construction prévue du barrage d'Ilisu fait partie d'un vaste projet hydraulique turc en Anatolie du Sud-Est, dans les bassins du Tigre et de l'Euphrate. Non seulement les travaux entraîneront le déplacement de 40 000 personnes en Turquie, mais ils réduiront également de 60% l'approvisionnement en eau de la Syrie et de l'Irak par ces deux fleuves. Pour s'exprimer diplomatiquement, on peut dire que le potentiel de conflits entre les trois États n'entre pas dans une phase d'apaisement. Vu ce contexte, il n'est pas indifférent que quatre entreprises suisses participent à ce gigantesque projet, même avec la justification de sauvegarder des emplois en Suisse.

Lors de la conférence de l'ONU sur les migrations, en septembre dernier à New York, la Suisse officielle a souligné explicitement le besoin de protection des réfugiés. Quelques jours auparavant, le peuple suisse avait approuvé à une large majorité la nouvelle loi sur l'asile. Au niveau international, d'aucuns ont dénoncé une attitude incohérente.

On estime qu'en raison de l'élargissement de l'Union européenne (UE) à l'Est, le produit intérieur brut de la Suisse va augmenter de 2 milliards de francs. Dans ses échanges commerciaux avec les pays en transition d'Europe orientale, la Suisse a enregistré en 2005 un excédent de 1,67 milliard de francs. Agit-elle de manière cohérente quand elle consacre un milliard de francs à la réduction des disparités au sein de l'UE élargie, soit environ 0,5% du montant que l'UE investit pour le développement de ses nouveaux membres? Ou bien cet engagement est-il trop modeste? De fait, c'est grâce à l'élargissement à l'Est que la dynamique économique et la stabilité politique se sont renforcées chez nos voisins, et qu'elles continueront de progresser.

Youri Andrukhovitch, notre chroniqueur invité en 2006 dans la rubrique Carte blanche, a écrit la rage au ventre son quatrième et dernier article, «L'enfer des politiciens». De manière générale, la colère est mauvaise conseillère et ne porte pas à réfléchir clairement, mais elle peut être une réaction cohérente à des situations intolérables.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Michael Kotmeier / agenda

La croissance sans le développement

(bf) Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) concernant les 50 pays les plus pauvres de la planète, ces derniers ont connu une croissance économique réjouissante, dont le taux atteint en moyenne 5% et plus par année entre 2001 et 2004. Les pays les moins avancés (PMA) ont fait mieux que les autres pays en développement. Cette progression est due en grande partie à la hausse des prix des matières premières. Mais il y a un hic : les produits de base attirent formellement l'argent étranger, qui stimule la croissance par le biais des exportations ; or, les investissements directs, aussi élevés soient-ils, n'améliorent guère le sort des plus défavorisés. Ce que veulent ces populations, c'est « un emploi sûr et un revenu régulier », fait remarquer Supachai Panitchpakdi, secrétaire général de la Cnuced. Malheureusement, on en est encore très loin. Au cours des 25 dernières années, le niveau de vie n'a guère progressé dans les PMA, tandis qu'il s'améliorait nettement dans les autres pays. Ainsi, l'écart s'est encore creusé, non seulement entre riches et pauvres, mais

aussi entre les pays pauvres et ceux qui se trouvent tout en bas de l'échelle.

Révolution « bio » au pied des temples

(jls) Dans la région très visitée des temples d'Angkor, au Cambodge, des paysans ont commencé de cultiver des légumes biologiques. Ils se sont ainsi ouvert un marché qu'ils n'auraient jamais pensé intéresser : les hôtels et restaurants du chef-lieu, Siem Reap, exigeants sur la qualité des produits servis aux touristes. Ces établissements importent en effet chaque jour 20 tonnes de légumes frais du Viêt-nam ou d'autres provinces cambodgiennes. « Pourtant, ce n'est pas la terre arable qui manque ici », s'exclame Un Youri, directrice de l'organisation non gouvernementale Agri Khmer. Jusqu'ici, la manne touristique n'a pas profité aux communes rurales de la province, parmi les plus pauvres du pays. Certains paysans ont décidé de participer à la petite révolution « bio » insufflée par Agri Khmer. Celle-ci achète leur production et se charge de l'écouler auprès de dix hôtels. « La demande est bien réelle, mais l'offre, trop irrégulière, ne suit pas toujours. » Si les légumes bios locaux ne peuvent pas encore concurrencer ceux du Viêt-nam au niveau

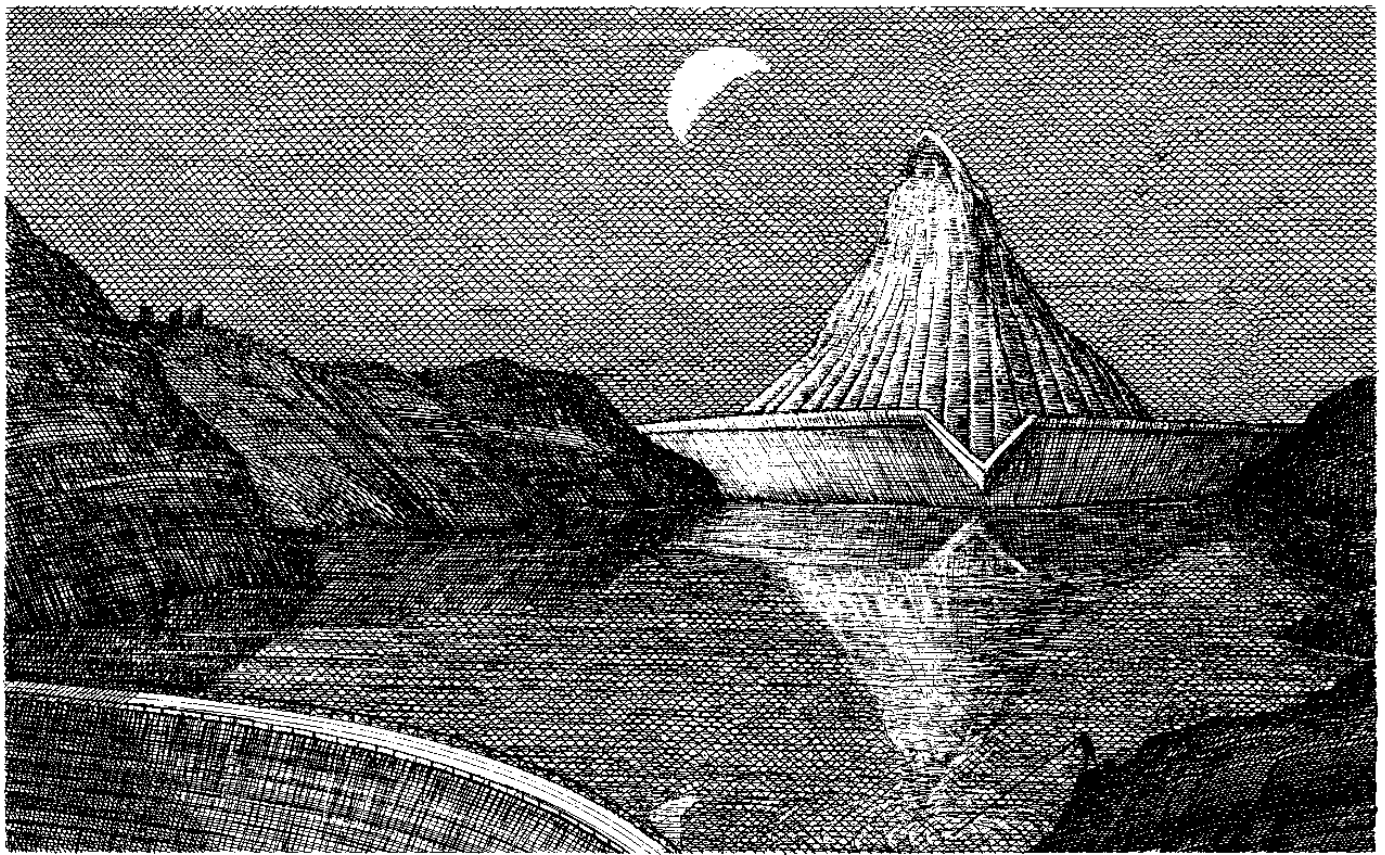
du prix, leur qualité, en revanche, est de plus en plus appréciée.

Cueilleurs de coton en danger

(bf) Partout dans le monde, le coton est la plus appréciée des fibres textiles. On en fait presque la moitié de tous les vêtements. Cette plante, de la famille des mauves, est sensible au froid. Elle se cultive dans les zones subtropicales d'Afrique, d'Asie, d'Australie et d'Amérique. Dans les pays en développement, environ 180 millions de personnes vivent de la culture du coton. Sur le plan de la santé, les conséquences peuvent être considérables. Cet arbuste, qui va jusqu'à 2 mètres de hauteur, est de nature assoiffée : 8000 litres d'eau sont nécessaires pour récolter un kilo de coton. La pluie ne suffit pas et il faut irriguer les plantations. Pour accroître les rendements, on utilise d'énormes quantités de produits chimiques. Le coton ne représente que 4% de la superficie cultivée dans le monde, mais il absorbe 11% de tous les insecticides et herbicides épanchés. Conséquences : selon l'Organisation mondiale de la santé, il y a chaque année entre 300 000 et 500 000 cas d'intoxication par des pesticides et au moins 20 000 morts, dont beaucoup d'enfants.



Nicolas Bati



Paysage suisse

Lutte pour des droits fonciers

(bf) Le *char* Milon est une île alluviale sur le fleuve Gomani, dans l'ouest du Bangladesh, zone inhospitalière qui a longtemps été inhabitée. Depuis peu, des milliers de paysans sans terre ont la possibilité d'y cultiver leur propre lopin, et donc de se construire un avenir. Avec l'aide de l'organisation locale Samata (égalité, en français), les nouveaux arrivants luttent pour obtenir des droits fonciers. «Depuis que nous sommes ici, cela va beaucoup mieux, nous avons un toit et quelque chose à manger», dit Bilkis Khatun, qui s'est installée sur le *char* avec son mari. Aujourd'hui, elle vend de la volaille, des œufs et du lait de chèvre. En outre, elle dirige le groupe de femmes qui revendiquent auprès du gouvernement la légalisation de leurs droits

fonciers. Sur l'ensemble du Bangladesh, il y a 3,3 millions d'hectares de terres incultes et non affermées, alors que 57% de la population est toujours dépourvue de terre. Les 93 000 hectares que Samata a contribué à distribuer ne représentent que 3% des surfaces qui pourraient être mises en valeur.

Le bambou buveur de cadmium

(bf) Certaines espèces de bambou peuvent pousser d'un mètre par jour et le bambou géant atteint 30 mètres de hauteur en une saison. Une équipe anglo-kenyane de chercheurs attribue en outre à cette plante la capacité de combattre simultanément la pollution de l'environnement et la pauvreté en Afrique. Colin Black, biologiste à l'Université de Nottingham, étudie avec des collègues au

Kenya les avantages d'une réintroduction de bambous indigènes sur le continent noir. Ce végétal a pratiquement disparu du paysage africain en raison du déboisement et du défrichage, mais il y repousserait facilement. Sur des terres contaminées, le bambou a la faculté d'absorber certaines substances potentielle-

ment toxiques, comme le cadmium, un métal lourd. Cela permettrait de réduire la pollution de l'eau potable et des cultures. «De plus, les paysans pourraient utiliser le bois pour faire des meubles ou des souvenirs pour les touristes», suggère Colin Black. «La valeur du matériau s'en trouverait multipliée par vingt.»



Paul Quayle / Parnos / Strates

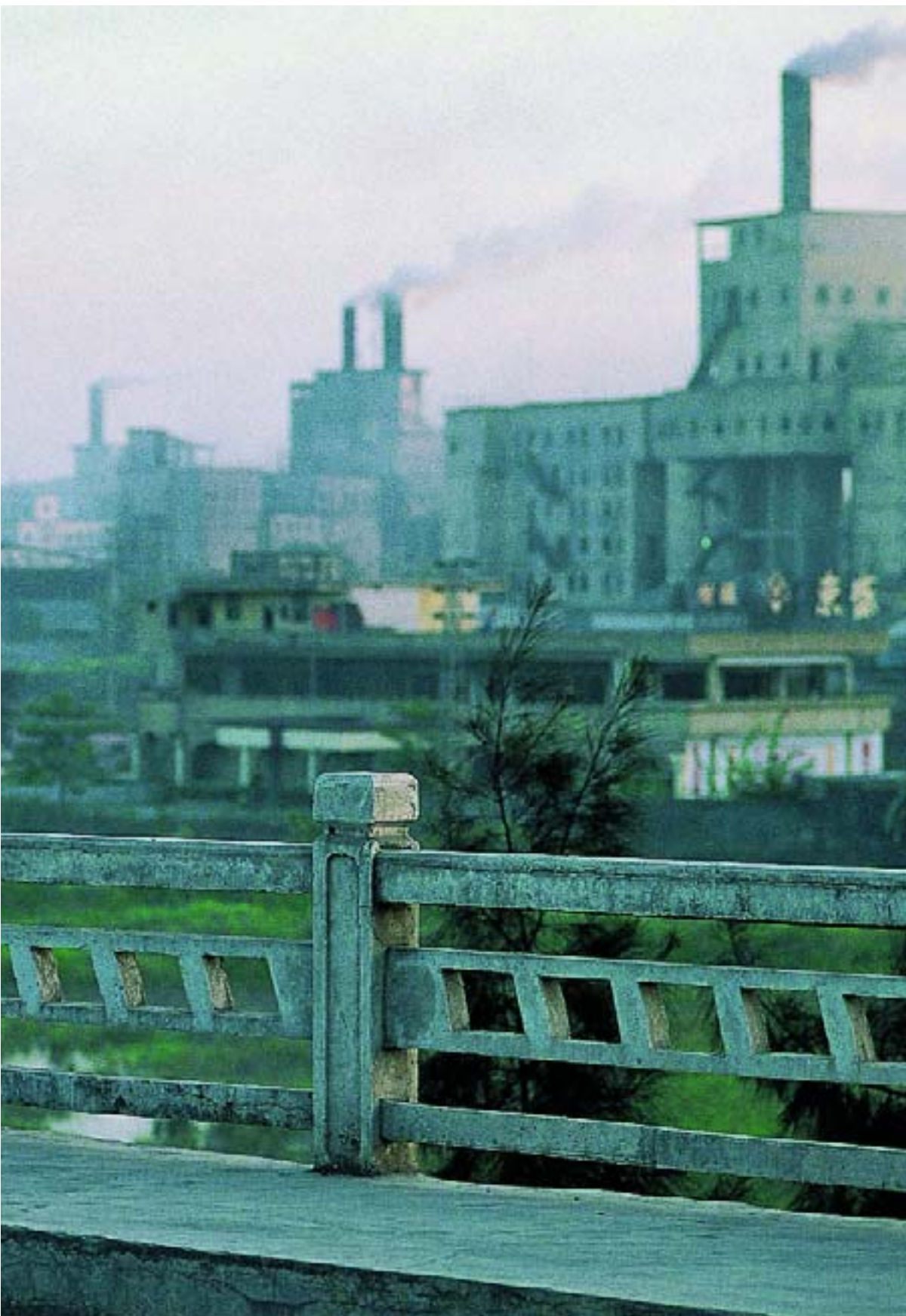
Un couple inséparable : développement et écologie

DOSSIER



En Chine (ici la ville de Guangzhou), le boom économique va de pair avec la pollution atmosphérique et la pauvreté

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui ont été définis en 2000 par les Nations Unies, visent à améliorer le bien-être de l'humanité. Mais il ne faut pas oublier que tout développement dépend, et dépendra toujours, de l'état de la planète. De Gabriela Neuhaus.



Les huit Objectifs du Millénaire pour le développement

En septembre 2000, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté un ensemble de buts visant à améliorer la situation des populations les plus pauvres. Voici les huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que tous les États membres se sont engagés à réaliser d'ici 2015.

1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous.
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
4. Réduire la mortalité infantile.
5. Améliorer la santé maternelle.
6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.
7. Assurer un environnement durable.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Sinopix / laif



Kordula Kropke / agenda



Jörg Böhmig / agenda



Engrais chimiques (Inde) ou agriculture intensive (Canada): les écosystèmes sont extrêmement sensibles aux atteintes excessives, qui peuvent engendrer par exemple un processus de désertification (Sénégal) ou faire monter le niveau de la mer (Inde)

Moins de riz et de blé

Après des décennies d'accroissement, la production de denrées alimentaires de base, telles que le riz et le blé, a commencé à baisser dans le monde entier. Deux phénomènes expliquent ce recul: d'une part, l'exploitation intensive des sols entraîne une chute rapide de leur productivité; d'autre part, des pays comme la Chine et le Viêt-nam, producteurs traditionnels de riz, sacrifient des terrains agricoles à l'industrialisation. En outre, la tendance mondiale à cultiver des espèces à haut rendement sur de grandes surfaces s'accompagne d'un appauvrissement inquiétant de la diversité, ce qui peut avoir des effets négatifs à long terme sur la qualité de la production agricole. Quant à savoir si les espèces issues de la biotechnologie pourront satisfaire la demande croissante en utilisant moins de terres, rien n'est moins sûr.

Dong Guan, ville industrielle du sud de la Chine, connaît une expansion fulgurante. Au cours des quinze dernières années, elle a vu proliférer les entreprises d'exportation. Le centre se caractérise par son architecture moderne et ses nombreux parkings. Les voitures de luxe ont depuis longtemps détrôné les vélos. Les employés travaillent dans des bureaux climatisés; ventilateurs et machines bourdonnent dans les ateliers. Malgré la semaine de 60 heures, des conditions de travail difficiles et de maigres salaires, les emplois sont très prisés dans les villes comme Dong Guan: on estime que le boom économique a permis à quelque 300 millions de Chinois d'échapper à la pauvreté extrême.

Lors du sommet mondial sur les OMD qui s'est tenu en septembre 2005 à New York, Khalid Malik, coordinateur résident de l'ONU en Chine, a souligné l'essor prometteur de ce pays: «La Chine a fait des progrès inespérés vers la réalisation des OMD. Dans certains secteurs, elle a même treize ans d'avance et devrait dès lors atteindre la plupart des objectifs d'ici 2015.» Des constats analogues, quoique légèrement en retrait, sont établis à propos de l'Inde.

Bradage des ressources

Totalisant environ 2,3 milliards d'habitants, la Chine et l'Inde représentent un tiers de la population

mondiale. Si ces deux pays d'Asie peuvent atteindre une grande partie des OMD, leur avenir est prometteur. Hélas, les indicateurs sont loin d'être au beau fixe dans d'autres régions, notamment en Afrique australe. De plus, la croissance économique rapide a aussi son coût: la contamination des rivières et des champs, la pollution généralisée de l'air, la surexploitation des sols et la multiplication des accidents chimiques mettent en danger les écosystèmes et la santé de millions de personnes. Dans la seule province chinoise du Shanxi (33 millions d'habitants), 58 rivières sur 99 sont gravement polluées, indiquent les autorités nationales. Selon la Banque mondiale, la contamination de l'eau et de l'air en Chine provoque aujourd'hui déjà des dommages que l'on peut chiffrer à environ 8 pour cent du produit intérieur brut.

Qui plus est, la consommation – et la destruction – de matières premières, comme le pétrole ou le bois, a pris des proportions énormes et ne cesse de croître. Les coûts écologiques du boom économique dépassent même les taux de croissance, pourtant impressionnants: la Chine enregistre une croissance de 8 à 10 pour cent par an, tandis que la consommation des ressources a augmenté ces dernières années de 13 à 15 pour cent.

Un tiers de ces ressources sont irrémédiablement anéanties, ce qui provoquera des crises dans un ave-



Que ce soit à travers l'émission de substances toxiques par l'industrie (Chine) et par le trafic automobile (Mexique), les montagnes de déchets ou la pollution de l'eau (dans les deux cas : Philippines), la surexploitation des ressources nuit tant à l'homme qu'à l'environnement

nir pas si lointain. « Dans beaucoup de régions – pas seulement en Chine –, on épuise les ressources naturelles, sans réinvestir de manière durable les profits qu'elles génèrent », constate Martin Sommer, responsable de la section Environnement et ressources naturelles à la DDC. « Les pays en développement et émergents bradent véritablement leurs ressources limitées, au lieu de les utiliser pour financer la formation ou structurer l'économie. »

Base pour tous les OMD

Nul ne contestera, en théorie du moins, que le développement, tel qu'il est défini dans les OMD, est étroitement lié à l'état de la planète. Alors que le septième de ces objectifs préconise d'intégrer le développement durable dans la politique et d'inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales, Martin Sommer conçoit l'écologie dans un sens beaucoup plus large : « La gestion durable de notre environnement est à la base de tous les OMD. La faim et la pauvreté extrême ne pourront être éradiquées qu'en harmonie avec la nature. La mortalité infantile et la mortalité maternelle dépendent directement du contexte écologique dans lequel vivent les gens. Et les efforts visant à améliorer la formation scolaire ne portent des fruits que si les besoins vitaux des élèves sont couverts. »

Le développement est impossible en l'absence d'écosystèmes sains, rappelle Martin Sommer. Ce credo fondait déjà l'Agenda 21, adopté en 1992 lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Bien que de nombreuses conventions internationales aient été signées depuis, dans des domaines aussi variés que le climat, les montagnes, l'eau ou les déchets, notre environnement est au plus mal. « Au niveau multilatéral, la réglementation est pléthorique – on compte un millier de conventions internationales sur l'environnement – mais la mise en œuvre est à la traîne », souligne M. Sommer.

Ces dernières années, la politique internationale s'est progressivement détournée des thèmes écologiques. Dans la lutte contre la pauvreté, on donne la priorité à la croissance économique et à la mondialisation, qui entravent pourtant à maints égards l'instauration d'un développement durable. Ce sont souvent les pays en développement – où les exigences et les contrôles environnementaux sont limités – qui arrivent en tête de la course mondiale aux sites de production les plus avantageux. De ce fait, les usines asiatiques et africaines, qui exportent des textiles ou des produits chimiques vers l'Occident, travaillent dans des conditions depuis longtemps proscrites chez nous. Elles créent certes des emplois, mais au détriment de la santé des populations locales et de leurs ressources vitales.

Quelques degrés destructeurs

Depuis 1750, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère a augmenté de 32%. Environ 60% de cet accroissement a été enregistré depuis 1959. Le Groupe intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC) estime aujourd'hui que le réchauffement global de 2 à 5 degrés au cours du 20^e siècle est dû principalement aux gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère par des activités humaines. En voici quelques conséquences : fonte des glaciers, déplacement des zones de végétation et de précipitations, élévation du niveau des mers et augmentation de la force destructrice des tempêtes. Si l'on ne prend pas rapidement des contre-mesures drastiques, des écosystèmes entiers risquent de s'effondrer. Cela peut provoquer des famines et de graves pénuries d'eau, principalement dans les pays en développement.



VU / laif

Le recyclage n'est pas seulement utile sur le plan écologique. Au fil des années, il est aussi devenu une activité lucrative au niveau mondial.

Poissons marins en péril

La surexploitation des ressources halieutiques, due à la pêche industrielle, a provoqué un recul alarmant des stocks de poissons marins : les gros poissons tels que l'espadon, le thon, la raie ou le carrelet ont été littéralement décimés ; la diminution des peuplements originels atteint jusqu'à 90%. Dans les zones investies depuis peu par les grands navires de pêche, la biomasse des poissons a reculé de près d'un sixième chaque année, soit de 80% en l'espace de quinze ans. Ces pratiques ont aussi des conséquences économiques : l'effondrement des peuplements de cabillaud au large de Terre-Neuve a entraîné la suppression de milliers d'emplois, soit des coûts économiques et sociaux d'au moins 2 milliards de dollars. Cependant, ce sont surtout les pays pauvres qui souffrent de la pêche excessive : la disparition des poissons dans les eaux côtières et peu profondes prive les populations locales d'une source avantageuse de protéines. Rien de surprenant dès lors à ce que la consommation de poisson par habitant suive une baisse constante depuis 1985 dans les pays en développement.

Un bilan à l'échelle planétaire

Pendant la seconde moitié du 20^e siècle, les atteintes portées par l'homme à l'environnement ont augmenté massivement, ce qui a eu des effets inouïs à l'échelle planétaire. Afin de mieux comprendre la situation, un vaste projet a été mené dans la perspective des OMD : pendant cinq ans, plus de 2000 scientifiques du monde entier ont collecté des données destinées à illustrer la corrélation entre l'environnement et le bien-être de l'homme.

Leur travail a débouché sur le rapport Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (EM), qui dresse un bilan impressionnant de l'état actuel de la planète et envisage divers scénarios pour l'avenir. Pour rendre plus perceptibles les multiples influences de l'environnement sur la vie humaine, les scientifiques ont créé la notion de « services d'origine écosystémique ». Cette expression désigne tout ce qui relie l'homme à la nature. Les prestations des écosystèmes incluent par exemple l'approvisionnement de l'espèce humaine en air pur, en eau propre et en matières premières, telles que bois et minerais. La nature joue également un rôle dans la vie culturelle et spirituelle.

Les changements climatiques, la pollution de l'eau ou la surfertilisation détériorent la qualité de ces services. Le rapport EM part de l'idée que la survie de l'humanité continuera de dépendre des ressources naturelles, même si la culture et la technologie permettent déjà de prendre des mesures efficaces contre la dégradation de l'environnement.

Des conséquences dramatiques

Le rapport démontre pour la première fois que les interventions humaines ont sensiblement modifié les écosystèmes au cours du demi-siècle écoulé et qu'une partie de ces changements ont des conséquences irréversibles pour l'écologie de toute la planète. Preuve en est l'accroissement dramatique

des concentrations de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, dont on craint qu'il n'engendre à long terme des changements climatiques aux conséquences catastrophiques. La plupart des scientifiques sont d'ailleurs convaincus que les premiers effets se font déjà sentir.

D'autres exemples comprennent la surexploitation de l'eau, la pêche excessive en mer, l'appauvrissement de la biodiversité ainsi que la forte hausse des concentrations d'azote et de phosphate dans les écosystèmes. La plupart de ces phénomènes sont directement liés à l'amélioration du niveau de vie, une évolution fort coûteuse en ressources et en énergie, qui concerne jusqu'ici surtout les pays industrialisés. Ces derniers restent de loin les plus gros pollueurs. Un Américain consomme en moyenne autant d'énergie que 31 Indiens ou 370 Égyptiens. Un Suisse utilise 400 litres d'eau par jour, tandis qu'en Inde la moyenne ne dépasse pas 25 litres.

L'amélioration du niveau de vie dans les pays émergents, tels l'Inde, le Brésil ou la Chine, va aussi modifier de manière déterminante leur bilan écologique : conformément aux modèles des pays industrialisés, la croissance des revenus fait augmenter, par exemple, la consommation de produits d'origine animale. Du point de vue écologique, cela équivaut à un énorme gaspillage des ressources : alors que 180 kilos de céréales suffisent pour nourrir une personne végétarienne pendant une année, il en faut 930 kilos pour un régime à base de viande. L'alimentation du bétail qui sera consommé nécessite en effet cinq fois plus de céréales. En outre, 25 litres d'eau suffisent à produire 100 grammes de blé, alors qu'il en faut 25 000 litres pour 100 grammes de viande de bœuf.

Entre défis et espoirs

Aujourd'hui, deux tiers des services d'origine écosystémique étudiés par l'EM laissent sérieusement



Toby Adamson / Still Pictures



Mark Edwards / Still Pictures

Des technologies respectueuses de l'environnement, comme l'énergie éolienne (Mongolie) ou l'énergie solaire (Burkina Faso), sont en train de s'imposer aussi dans les pays en transition et en développement

à désirer ou ne sont pas durablement garantis. Et la situation risque fort de s'aggraver encore au cours des prochaines décennies. De plus, les petits paysans des pays en développement sont les premiers à subir les effets des atteintes à l'environnement : érosion, pénurie d'eau et pollution industrielle compromettent leurs moyens d'existence.

Selon les auteurs du rapport, le défi consistera à élaborer des approches de développement qui respectent mieux l'environnement et les ressources, tout en améliorant rapidement les conditions de vie dans les pays en développement. Envisageant plusieurs scénarios, l'EM montre que l'humanité peut relever ce défi à long terme. Néanmoins, il est, aujourd'hui déjà, impossible de remédier entièrement à ce que nous avons fait subir à l'environnement.

Pour instaurer un développement durable, qui bénéficie aussi aux plus pauvres, nous devons revoir nos manières de penser et prendre les mesures qui s'imposent à tous les niveaux. Selon les chercheurs, les prestations écosystémiques devraient à l'avenir être considérées comme un facteur crucial tant pour l'économie que pour la politique. Bien entendu, il existe déjà de nombreux exemples d'actions respectueuses de l'environnement. Ainsi, plus de 100 000 aires protégées ont été aménagées ces dernières décennies ; elles couvrent presque 12 pour cent de la surface terrestre. C'est là une importante contribution au maintien de la biodiversité et des prestations environnementales.

Au niveau international, un accord interdit l'utilisation des gaz CFC, ce qui devrait stopper la destruction de la couche d'ozone, et le Protocole de Kyoto vise à réduire les émissions de CO₂ dans l'atmosphère. Les mesures régionales ou locales sont tout aussi importantes et efficaces. Là encore, les exemples ne manquent pas, notamment dans les pays émergents et en développement.

La pression écologique, moteur de l'innovation

Ainsi, avec l'appui de la Suisse, l'Inde a opéré des changements rapides dans son secteur énergétique. Un projet de développement a permis de tester une technologie propre pour la production de briques. Cette méthode est désormais très demandée partout en Asie. En outre, tous les bus et les taxis de Delhi roulent désormais au gaz.

Prenant conscience des problèmes écologiques, la Chine se met aussi à innover : elle est aujourd'hui, après l'Allemagne, le deuxième pays le plus avancé dans le développement de technologies recourant à l'énergie solaire. Le gouvernement chinois a également mis en place un système incitatif qui doit aider les paysans à enrayer la réduction massive de la biodiversité et à augmenter la productivité des cultures de céréales. Enfin, des mesures drastiques ont été prises pour protéger l'eau potable, dont les réserves limitées sont de plus en plus contaminées.

Malgré tous ces efforts, la pression sur l'environnement continuera de croître. On commence à peine à reconnaître que les limites imposées par l'écologie vont de pair avec les limites de la croissance économique. Or, c'est l'épuisement des ressources naturelles qui définit notre marge de manœuvre. Cela vaut en particulier pour la réalisation des OMD et devrait sous-tendre à l'avenir tout effort de développement. Si l'équilibre des sols, de l'eau et du climat continue d'être perturbé pour satisfaire les besoins d'un développement économique basé sur la croissance, l'humanité entière en subira les conséquences. ■

(De l'allemand)

Azote et phosphates

Les quantités d'azote que l'homme rejette dans les écosystèmes ont été multipliées par neuf entre 1890 et 1990. Plus de la moitié de tous les engrais chimiques jamais épandus dans le monde l'ont été depuis 1985. Des études montrent que les émissions d'azote provenant de l'agriculture et de l'industrie augmenteront encore de 64% d'ici 2050. Si l'apport d'azote assure certes de meilleures récoltes, la sur-fertilisation représente néanmoins un danger pour le sol et l'eau. De plus, l'azote contribue à la formation d'ozone, gaz qui engendre une baisse de la productivité agricole et peut avoir des conséquences néfastes sur la santé humaine. Quant à l'apport de phosphore, il a triplé entre 1960 et 1990. Comme pour l'azote, l'utilisation massive de phosphore entraîne une fertilisation excessive des écosystèmes, ce qui peut provoquer la prolifération d'algues, voire des hécatombes de poissons, dans les lacs et les rivières.

« Les dégâts écologiques menacent l'humanité entière »

Les pays industrialisés devraient faire preuve d'une plus grande solidarité avec le Sud, en vue d'instaurer un développement durable. C'est l'appel que leur lance Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Achim Steiner, de nationalité allemande, est né en 1961 au Brésil, où il a passé les dix premières années de sa vie. Il a étudié la philosophie, les sciences politiques, l'économie et l'aménagement régional aux universités d'Oxford, de Londres, de Berlin et de Harvard. Ses études achevées, il a participé à divers projets de coopération sur le terrain. Toute sa carrière professionnelle est marquée par un engagement en faveur de l'environnement et du développement : il a travaillé au sein de l'Union mondiale pour la nature (UICN), d'abord à Washington puis en Asie du Sud-Est ; en 1998, il a été nommé secrétaire général de la Commission mondiale des barrages, basée au Cap (Afrique du Sud). En 2001, Achim Steiner est revenu à l'UICN pour occuper cette fois le poste de directeur général. Depuis juin 2006, il est directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, dont le siège est à Nairobi.



Ennetmoos (Nidwald), 2005

Un seul monde : En tant que directeur exécutif du PNUE, dans quelle mesure devez-vous également aborder la politique de développement ?

Achim Steiner : La politique de développement comprend en particulier – et parfois essentiellement – la politique de l'environnement et la gestion des ressources. J'ai donc toujours été conscient des liens entre les deux domaines. Assurer le développement, cela revient finalement à prendre des décisions durables en tenant compte des ressources disponibles sur la planète.

Quels sont, dans ce contexte, les arguments des spécialistes de l'environnement ?

Nous devons intégrer le savoir écologique dans les processus de décision économiques. Il est illusoire de penser que l'économie peut croître à long terme et durablement en faisant fi de l'environnement. En fin de compte, ce n'est pas le ministre de

l'environnement qui est responsable de la durabilité, mais ses collègues chargés de l'énergie, de l'aménagement du territoire et des finances. La tâche du ministre de l'environnement doit être de mettre à disposition les expériences et les informations qui nous aideront à prévenir l'épuisement des ressources vitales et à assurer la poursuite de la croissance économique.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Les moyens scientifiques et les connaissances écologiques que nous possédons aujourd'hui étaient loin d'être aussi vastes il y a 20 ans. Nous avons recensé les biens et les services fournis par les écosystèmes, nous connaissons leur valeur et savons ce qu'il en coûte de les réhabiliter ou de les remplacer. Cela nous permet d'intégrer une utilisation optimale des ressources naturelles dans la politique de développement. Par le passé, il fallait choisir entre la préservation d'un écosystème fluvial et la

construction d'un barrage pour produire de l'électricité ou assurer l'irrigation. Aujourd'hui, nous pouvons calculer avec précision la quantité d'eau dont une rivière ou un fleuve a besoin pour continuer à assumer son rôle écologique. Dans nombre de cas, il est dès lors possible de construire un barrage sans compromettre les fonctions vitales des écosystèmes.

Le gaspillage des ressources est énorme, surtout dans les pays industrialisés, et il s'accroît avec l'essor économique de pays tels que la Chine et l'Inde. Du point de vue écologique, quel niveau de vie et quel bien-être l'humanité peut-elle se permettre?

Nous avons tous les moyens d'assurer une existence digne à l'ensemble de la population mondiale, même quand celle-ci atteindra 7 ou 8 milliards d'individus. Reste à savoir comment enrayer le gaspillage et, surtout, la dégradation de notre environnement, comment remettre sur pied les écosystèmes anéantis. Les pays riches continuent de penser que les changements climatiques constituent un risque acceptable. Mais les catastrophes de ces dernières années – deux inondations historiques en Europe, les ouragans en Amérique et le tsunami – nous ont obligés à prendre conscience que l'humanité ne peut échapper aux lois de la nature. Bien que la situation actuelle puisse paraître frustrante aux experts et aux politiciens qui se préoccupent de l'environnement, je garde un certain optimisme. En effet, nous avons aujourd'hui toutes les données en main. Et il y a une chose que beaucoup n'ont pas encore comprise: les interventions que nous préconisons pour protéger la nature stimulent aussi l'économie, elles créent des emplois et ouvrent de nouveaux marchés. Les mouvements écologistes ont attendu trop longtemps avant de s'atteler aux problèmes économiques. Nous devons parvenir à mettre en œuvre la politique environnementale au niveau macroéconomique, afin de multiplier les possibilités d'action à grande échelle.

Quelles sont ces possibilités?

La liste est infinie. Elle inclut les redevances écologiques, les taxes anticipées de recyclage intégrées dans le prix d'achat des produits ou encore les certificats de durabilité comme le label FSC (voir p. 15). Ce sont là des instruments qui permettent tant aux producteurs qu'aux consommateurs d'œuvrer activement pour le développement durable. Il y a 20 ans, on s'est moqué des premières hypothèses scientifiques sur l'évolution du climat. Aujourd'hui, un tout nouveau marché voit le jour autour des certificats de CO₂ (voir p. 15). Le monde est en mesure de réagir. Mais il n'est pas encore convain-

cu que la situation est suffisamment urgente pour le faire. Nous approchons à grands pas du moment où cette urgence déterminera la nécessité d'agir, parce que nous ne pourrons tout simplement plus assumer les conséquences des atteintes à l'environnement.

Dans quelle mesure les habitants des pays pauvres sont-ils touchés?

Bientôt, nous cesserons de nous référer aux di-



Sénégal, 2004

mensions Nord/Sud, car les dégâts écologiques menacent l'humanité entière. Mais il faut admettre que les pays du Nord portent une responsabilité historique: ce sont eux, et non les pays en développement, qui causent une grande partie des ravages écologiques. Pour aller de l'avant, nous avons toutefois besoin d'un agenda commun. Lorsque des décisions doivent être prises en matière d'infrastructures, surtout dans les pays en développement, il importe de choisir non pas la solution la moins coûteuse, mais la plus durable. Mon appel s'adresse à la communauté internationale: le Sud a besoin de notre solidarité et de notre soutien pour pouvoir accorder la priorité absolue au développement durable. ■

(De l'allemand)

L'eau gaspillée et polluée

Depuis cent ans, la consommation d'eau s'accroît deux fois plus vite que la population mondiale. À l'heure actuelle, 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. Chaque année, la pollution de l'eau et le manque d'installations sanitaires provoquent la mort d'environ 1,7 million de personnes. Dans les pays en développement, 80% de toutes les maladies sont à mettre sur le compte de l'eau contaminée et de l'absence d'assainissement. L'agriculture absorbe 70% de toute l'eau douce prélevée dans le monde pour l'utilisation humaine. Environ la moitié de cette part est gaspillée ou polluée par des pesticides et des engrais. Depuis 1960, le volume des eaux de retenue a quadruplé, à tel point que les réservoirs artificiels contiennent trois à six fois plus d'eau qu'il n'en coule dans les fleuves et rivières. Et quelque 30% de ces eaux s'évaporent. La surexploitation des réserves hydrologiques aggrave les pénuries, principalement dans les zones arides d'Afrique et d'Asie. L'Égypte, par exemple, consomme chaque année cinq fois plus d'eau que la nature ne peut en régénérer. L'eau et l'assainissement occupent une place centrale dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. Un rapport récent de l'Organisation mondiale de la santé présente les progrès réalisés dans ces deux domaines. Il peut être téléchargé à l'adresse suivante: www.who.int/water_sanitation_health/monitoring/jmp2006/en/index.html

L'écologie, un facteur économique

Tout est une question d'argent: le principe de durabilité n'aura des chances de s'imposer que lorsque la protection de l'environnement sera financièrement rentable. Il existe une large palette d'instruments susceptibles d'être engagés pour rendre l'écologie compatible avec le marché.



(gn) Le Costa Rica compte parmi les pionniers du développement durable et de la protection des écosystèmes. En 1996, alors que se tarissait l'aide internationale à la préservation de ses précieuses forêts, il a mis en place un système de paiements compensatoires écologiques au niveau national. Pour chaque hectare de forêt protégée, le propriétaire reçoit annuellement une certaine somme d'argent. Ce modèle est financé par les redevances sur l'utilisation de l'eau, les recettes de l'écotourisme ou encore les versements des universités et des entreprises qui profitent directement de la biodiversité des forêts costaricaines. Il se fonde sur l'idée que les ressources et les services environnementaux ont une valeur. Celui qui en profite doit s'acquitter

d'un paiement et celui qui les met à disposition mérite d'être rémunéré.

L'environnement sur le marché

De nombreux programmes de coopération expérimentent aujourd'hui ce type d'approche. Dans le cadre d'un projet-pilote au Pakistan, la DDC soutient par exemple une réforme fiscale qui doit bénéficier à la fois aux pauvres et à l'environnement. Il faut savoir qu'en général, les conséquences du déboisement, de la pollution atmosphérique ou de la contamination de l'eau ne frappent pas ceux qui en sont responsables, mais les paysans pauvres qui vivent sur place. Désormais, le prélèvement ciblé de taxes sur l'essence, l'électricité ou l'élimination

des déchets ainsi que l'introduction de licences d'exploitation forestière permettent de faire passer à la caisse ceux qui sollicitent le plus les écosystèmes. Ces recettes profitent aux pauvres, puisqu'elles donnent aux administrations régionales les moyens de protéger l'environnement et d'instaurer une économie capable de créer des emplois et des revenus sans gaspiller les ressources naturelles. L'attribution d'une valeur économique aux services



Jörg Bötting / agenda (2)

environnementaux ouvre de vastes perspectives à la «marchandise écologie». La palette des instruments va du commerce des droits d'émission aux labels écologiques, en passant par le prélèvement de taxes. Toutes ces approches ont une chose en commun : l'argent sert de levier pour la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Pour commencer, il importe toutefois de s'entendre sur la valeur de la ressource.

Un label synonyme d'avantages économiques

Ce système fonctionne déjà au mieux dans le cas de la taxe anticipée de recyclage sur les appareils électroniques ou de la taxe poids lourds, par exemple. Les labels écologiques sont devenus de véritables arguments de vente, surtout en Europe. Leur introduction a eu des effets positifs : plus de 25 milliards d'hectares de forêts font aujourd'hui l'objet d'une exploitation écologiquement et socialement durable, conforme aux règles établies par le Conseil de bonne gestion forestière (FSC). La demande de bois produit écologiquement étant en hausse, les propriétaires forestiers ont tout intérêt à obtenir le label FSC qui leur assure des avantages sur le marché.

Le Protocole de Kyoto, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, marque une nouvelle étape dans la «marchandisation» de l'environnement. Les États signataires s'engagent à geler leurs émissions de CO₂ au niveau de 1990. Ceux qui émettent trop de CO₂ doivent soit acheter des droits d'émission sous forme de certificats, soit – solution plus avantageuse – soutenir un projet visant à réduire les émissions de CO₂ dans un autre

pays, afin de compenser leurs émissions excessives. Ce mécanisme a ouvert un marché entièrement nouveau et les droits d'émission sont aujourd'hui cotés en Bourse. Les systèmes de «compensation volontaire» ont aussi le vent en poupe : des fournisseurs tels que la société zurichoise Myclimate proposent des billets d'avion «neutres sur le plan du climat». En s'acquittant d'un supplément de 55 francs, le touriste se rend aux Maldives la conscien-



ce tranquille. Cette taxe finance des projets de protection du climat, comme la construction de serres solaires dans l'Himalaya ou la promotion de l'énergie hydroélectrique en Indonésie. Selon Myclimate, le supplément permet de «compenser» les 1469 kilos de CO₂ que le vol jusqu'aux Maldives rejette dans l'atmosphère.

Un nouveau trafic d'indulgences ?

De telles solutions permettent certes d'apporter un appui à des projets écologiques intéressants, mais il est peu probable que le commerce des compensations permette de diminuer à long terme les concentrations de gaz à effet de serre. Des organisations écologiques, comme Greenpeace, y voient plutôt une forme moderne de trafic d'indulgences. «Intégrer les ressources naturelles et les prestations écologiques dans le système économique s'avère utile à court terme, car cela induit des changements de comportement», déclare Martin Sommer, responsable de la section Environnement et ressources naturelles à la DDC. À plus long terme, la création de nouveaux marchés ne suffit toutefois pas. «Nos conceptions doivent être revues. Nous devons nous demander comment l'accès à des ressources limitées pourrait être garanti par l'État à tous les citoyens, et pas seulement à ceux qui ont les moyens de les acheter sur le marché libre. Cela nous oblige à trouver de nouveaux moyens pour améliorer les conditions de vie des pauvres, sans recourir à une croissance gourmande en énergie et en ressources.» ■

(De l'allemand)

L'humanité vit sur un trop grand pied

L'empreinte écologique mesure l'impact exercé sur la planète par le comportement d'une personne ou d'une société. Cette méthode a été mise au point vers la fin des années 90 par l'écologiste suisse Mathis Wackernagel, en collaboration avec le Canadien William Rees. Elle débouche sur des comparaisons très instructives, qui mettent en évidence le manque de responsabilité de certains pays à l'égard du bien commun et identifient les actions à entreprendre. Selon le réseau Global Footprint Network, l'empreinte écologique de l'humanité dépasse aujourd'hui de 23% la capacité de régénération de la planète. En d'autres termes, il faut plus d'un an et deux mois à la planète pour reconstituer les ressources que l'humanité consomme en une année. Le réseau fonde son calcul sur les chiffres officiels de l'ONU et sur des milliers de données provenant de 150 pays.

Global Footprint Network : www.footprintnetwork.org

Répartition inégale

L'empreinte écologique d'un Suisse moyen est telle que, si tous les habitants de la Terre vivaient comme lui, il faudrait 2,6 planètes pour couvrir durablement leur consommation en ressources. En revanche, si l'on prend comme base de calcul le niveau de vie actuel en Chine, notre planète suffirait. En se basant sur des normes internationalement admises, le Global Footprint Network réalise des études comparatives qui permettent aux participants d'évaluer leur comportement écologique et, au besoin, de l'optimiser. Pour tous ceux qui souhaitent calculer leur empreinte écologique, une adresse : www.footprint.ch



Peu de place pour le rêve, malgré les pétrodollars

Depuis l'indépendance, le Soudan a connu une succession de guerres qui ont paralysé son développement. La découverte de gisements pétroliers a provoqué un afflux de capitaux, mais la population est toujours aussi pauvre. Le pays émerge lentement de l'isolement international que lui avait valu son soutien au fondamentalisme islamique. De Alain Navarro*.

Face au point où le Nil bleu célèbre à Khartoum ses noces avec le Nil blanc, un énorme complexe de béton, de verre et d'acier s'apprête à voir le jour. Il a déjà un nom : la cité Al-Mogran. Hôtels de luxe, tours commerciales, terrain de golf et villas à piscine prendront place là où s'élevaient de vastes dépotoirs. Quatre milliards de dollars sont investis dans ce projet qui veut rivaliser avec Dubaï, le modèle jaloué de la modernité et du luxe estampillé « pétrodollars ».

Le long des grandes artères de la capitale soudanaise et sur les berges des deux Nils, les publicités

pour les téléphones mobiles ont supplanté les pancartes vantant la « Révolution du salut » par l'islam. La technologie sans fil Wifi a aussi fait son apparition dans les cybercafés branchés des quartiers de Khartoum II et Amarat que fréquentent de jeunes Soudanais fortunés et des représentants d'organisations humanitaires internationales. On est loin des banlieues empoussiérées qui forment une ceinture de misère autour de la ville, où s'entassent les laissés-pour-compte et les réfugiés des guerres civiles. Les uns roulent en véhicules tout-terrain 4x4 à 40 000 dollars ; les autres se pressent dans les



Torfinn / laif



Ton Kone / Still Pictures



Krause / laif



Shehadi Noorani / Still Pictures

minibus à 40 cents US le ticket, que l'on appelle ici *amgat* (victorieux, en arabe).

Un avant-goût de modernité et la persistance d'une immense pauvreté. À Khartoum, la vie pourrait paraître un long fleuve tranquille. Des capitaux arabes affluent du Golfe. Les Chinois sont aussi discrets qu'omniprésents, surtout dans le secteur stratégique du pétrole ; ils sont, dit-on, les premiers vendeurs d'armes. « Faire affaires au Soudan est excitant, le pays regorge de pétrole et dispose d'un immense potentiel. Mais pour que les choses changent vraiment, vous avez besoin que des gens rêvent », relève Nadim Ghantous, directeur général de la banque libanaise Byblos.

Un demi-siècle de guerres

Mais le conflit du Darfour, à l'ouest, s'éternise. Le Sud, épuisé, se relève péniblement de 21 ans de guerre. À l'est, des combats sporadiques se poursuivent. Les morts se comptent par centaines de milliers, les personnes déplacées et les réfugiés par millions.

Le Soudan, pays le plus vaste d'Afrique et l'un des plus pauvres du monde, reste en proie aux sanglants déchirements et aux tragédies humanitaires. Alors, le rêve tient d'abord en un mot : la paix. Depuis l'indépendance marquant la fin de la présence britannique, le 1^{er} janvier 1956, le demi-siècle écoulé n'est qu'une chronique de guerres. Il serait erroné

de réduire le conflit principal de la nation soudanaise à un antagonisme inextricable entre le Nord arabe musulman et le Sud africain, animiste ou chrétien.

Ne voir l'actuel conflit du Darfour que sous l'angle racial d'un affrontement entre Arabes et Noirs musulmans est un simplisme ne rendant pas compte de l'imbroglio soudanais. Mais il est indéniable qu'à travers des régimes successifs, surtout issus de coups d'État militaires, les dirigeants nordistes ont tenté d'imposer par les armes leur domination sur le reste du pays. On recense au Soudan près de 600 groupes ethniques et 177 langues ou dialectes, dont l'arabe et l'anglais.

Placé au ban de la communauté internationale

En l'absence d'un véritable recensement, la population est estimée à quelque 30 millions d'habitants. Environ 60 pour cent d'entre eux seraient musulmans, 25 pour cent animistes et 10 pour cent chrétiens. Face à une telle mosaïque, avec tout le poids de l'histoire, les lourdes tutelles de l'Égypte ou de la Grande-Bretagne, la traite négrière dont furent victimes les populations africaines du Sud, comment faire du Soudan une nation unie ? En imputer l'échec à l'héritage colonial a toujours été l'excuse du pouvoir de Khartoum. Quand le régime de Gaafar el-Nimeiry s'engage en 1983 dans une



Holland, Hoogte / laif



Thomas Giebke / laif



Alain Navarro

L'objet de tous les jours

La alluhah

Pas un petit Soudanais, dès l'âge de cinq ans, qui ne possède son *alluhah*, la planchette en bois grâce à laquelle, depuis des siècles, on apprend dans ce pays à lire l'alphabet et à réciter le Coran. Utilisée à la manière d'une ardoise, elle est taillée puis polie dans un bois clair. Avant d'écrire sur sa surface, on y dispose un enduit d'argile humidifiée. Généralement, l'élève se sert d'un stylet fabriqué avec un morceau de roseau taillé en pointe, qu'il trempe dans de l'encre. Surmontées d'une poignée pour maintenir la *alluhah* à l'oblique, les planches sont plus ou moins hautes mais toutes s'élargissent vers le bas. L'apprentissage se fait dans une petite salle attenante à la mosquée, le *khalwa*, ou à l'ombre d'un arbre. Autour du *taleb* (l'enseignant), les enfants calent la *alluhah* sur leurs genoux. La dictée est tirée du Coran. Si l'élève a bien écrit et bien lu, il peut laver sa planche. Du rinçage d'eau, d'argile et d'encre, certains disent qu'il faut le boire « pour ouvrir la tête à la connaissance ».

politique d'islamisation forcée et impose la *charia* à tout le pays, la guerre avec le Sud est relancée à grande échelle.

Le coup d'État du général Omar el-Béchir, épaulé par le chef islamiste Hassan el-Tourabi, enfonce davantage le pays dans la tourmente. « Cette nouvelle équipe était aussi issue de trois tribus du Nord et de la vallée du Nil qui monopolisent le pouvoir depuis l'indépendance », remarque le chercheur François Ireton. C'est au nom du Jihad, la guerre sainte, que se mènent désormais les combats. Le pays héberge entre 1991 et 1996 Oussama Ben Laden et sa garde prétorienne d'où sortiront les premières cellules de Al-Qaïda.

L'isolement international du Soudan va devenir complet. D'autant que les États-Unis l'ont placé depuis 1993 sur la liste des États qualifiés de « terroristes ». Le régime se rend compte qu'il dépasse les bornes. Le général Béchir est prêt à jeter du lest : il invite Ben Laden à partir, livre le vétéran terroriste Carlos aux Français et va jusqu'à prier son ancien mentor islamiste el-Tourabi d'effectuer quelques séjours en prison.

Révolte réprimée dans le sang

La paix intervient enfin avec le Sud en 2005. Mais c'est pour que s'amplifient d'autres atrocités à l'ouest, dans ce Darfour à 100 pour cent musulman, une région aussi grande que la France. Ce conflit est né lui aussi d'une révolte contre le pouvoir central, pour un meilleur partage des richesses. Des milices pro-gouvernementales arabes, les Janjawids, ont été mises à l'œuvre pour la réprimer : on estime qu'en trois ans et demi, les combats et la crise humanitaire qui en découle ont fait de 180 000 à 300 000 morts et que 2,4 millions de personnes ont été déplacées, sans compter les viols et les pillages.

Un accord de paix a bien été conclu en mai, mais seule une minorité de rebelles l'a signé. Et le président Béchir refuse aujourd'hui que des Casques bleus des Nations Unies remplacent un contingent impuissant de l'Union africaine. « Nous sommes déterminés à vaincre n'importe quelle force étrangère qui entrera dans le pays, comme le Hezbollah a battu les troupes israéliennes », a même lancé le président-général Béchir.

Important potentiel agricole et gisements pétroliers

Très riche, le Soudan dispose de réserves prouvées de plus d'un demi-milliard de barils de pétrole. Il en exporte 500 000 barils par jour. La Chine, bien utile au Soudan, avec son veto anti-sanctions au Conseil de sécurité, en tire 10 pour cent de ses importations de brut.

Que dire de l'agriculture ? Le pays, traversé du sud au nord par le Nil, possède l'un des plus forts potentiels d'Afrique : 84 millions d'hectares de terres cultivables, auxquels s'ajoutent 80 millions d'hectares de pâturages. La Gezira, au sud de Khartoum, entre le Nil blanc et le Nil bleu, est la plus vaste zone irriguée du monde. Le sous-sol recèle de l'or, de l'argent, de l'uranium, du zinc. Pourtant, le Soudan est très pauvre, avec un revenu moyen par jour inférieur à 2 dollars par habitant. C'est dans ce pays que le Programme alimentaire mondial réalise sa plus importante opération de la planète.

Quand le peintre Rachid Diab revient dans son pays, en 2000, après 20 ans passés à Madrid, le simple mot d'art est tabou. Il n'y a plus de cours d'arts plastiques, les musées sont à l'abandon. Alors, il décide d'ériger sur un terrain vague de Khartoum un centre culturel de 3200 m². Des enfants y apprennent à dessiner, des artistes viennent y séjourner ou exposer leurs œuvres. « Les gens du pouvoir savent que je ne suis pas des leurs, mais ils me laissent rêver... » ■

* Alain Navarro est le directeur de l'Agence France Presse (AFP) pour l'Égypte et le Soudan

La Suisse et le Soudan

Secourir en priorité les personnes déplacées

(bf) La division Aide humanitaire et CSA de la DDC soutient depuis 1994 des agences de l'ONU et des ONG internationales actives dans le sud du Soudan et la région des Monts Noubas (centre). Cette collaboration s'est étendue au Darfour en 2003. Elle comprend l'aide d'urgence aux populations déplacées et une assistance humanitaire à long terme dans le but de renforcer les mécanismes d'autosubsistance. Elle est coordonnée à partir de Khartoum (pour le Nord) et, depuis septembre 2006, par le bureau de coopération situé à Juba (pour le Sud). L'engagement suisse se chiffre en 2006 à quelque 34 millions de francs, dont 16 millions pour l'aide humanitaire et 17 millions pour la promotion de la paix (en particulier la contribution à la Mission des Nations Unies au Soudan). **L'Aide humanitaire** de la DDC est active principalement dans les régions et les domaines suivants :

Sud du Soudan et Monts Noubas : environ 30% des points d'eau vitaux sont inutilisables par manque d'entretien. En collaboration avec l'Unicef, la DDC travaille à l'efficacité et à la durabilité de l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, elle soutient des opérations de déminage et des projets dans le secteur de la santé.

Darfour : les activités prioritaires sont l'aide alimentaire d'urgence et la protection des populations déplacées (par le biais du CICR).

Tchad : à titre de protection et de prévention des conflits, soutien aux populations qui ont fui vers le Tchad – aide alimentaire et projets portant sur l'environnement, la désertification et l'eau.

Khartoum : 2 millions de personnes déplacées, venues du sud du Soudan, vivent dans des camps et des bidonvilles ; l'aide se concentre sur leur accès aux services de santé.

Depuis 1994, la Suisse appuie également les **processus de paix** menés dans la région. En 2002, un accord de cessez-le-feu dans les Monts Noubas a été signé au Bürgenstock (NW) entre le gouvernement soudanais et la section de l'Armée populaire de libération du Soudan active dans les Monts Noubas (APLS/Noubas). Cet accord a aplani le terrain pour d'autres négociations. La Direction politique IV du DFAE soutient deux projets de paix en faveur du Soudan méridional : la Maison des nationalités travaille au niveau institutionnel, tandis que le projet Gurtong vise à mettre en réseau la diaspora du Sud, dispersée dans le monde entier, et à fournir des informations indépendantes et sûres.

Faits et chiffres

Nom

Soudan (« le pays des Noirs »)

Capitale

Khartoum
(3 millions d'habitants)

Population

32 millions d'habitants,
13 habitants au km²

Superficie

2,6 millions de km²

Langues

177 langues ou dialectes, dont l'arabe (langue officielle), l'anglais ainsi que, dans le Sud, le dinka, le nuer et le shilluk

Unité monétaire

Dinar soudanais

Groupes ethniques

597 groupes ethniques, avec prédominance de populations de souche arabe au Nord, et 90% d'Africains noirs au Sud et à l'Ouest

Religions

Musulmans : 60%
Animistes : 25%
Chrétiens : 10%

Produits d'exportation

Pétrole : réserves estimées à 900 millions de barils (600 millions prouvés), 500 000 barils exportés par jour
Coton, gomme arabique, arachide

Repères historiques

1820-21 L'Égypte conquiert et unifie le nord du Soudan, le Sud restant la proie des trafiquants d'esclaves.

1877 Les Britanniques nomment un gouverneur général du Soudan, Charles Gordon.

1885 Une rébellion lancée par un chef religieux bat l'armée britannique et s'empare de Khartoum.

1899 Le Soudan devient un condominium anglo-égyptien, mais sous contrôle britannique.

1955 Début d'une rébellion dans le Sud pour obtenir un système fédéral.

1956 Proclamation de l'indépendance.

1969 Coup d'État militaire de Gaafar el-Nimeiry.

1972 Un accord entre le pouvoir central et les rebelles octroie au Sud un statut d'autonomie.

1983 Le général Nimeiry instaure la loi islamique (*charia*) et supprime l'autonomie du Sud. Reprise de la guerre dans le Sud, où un nouveau leader, John Garang, fonde l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS).

1985 Nimeiry est renversé. Retour à la démocratie et gel de la *charia*.

1989 Coup d'État militaire de Omar el-Béchir appuyé par le chef islamiste Hassan el-Tourabi. Dissolution des partis, rétablissement de la *charia* dans

le Nord, guerre à outrance dans le Sud.

1991-96 Ben Laden réside au Soudan.

1993 Washington inscrit le Soudan sur la liste des pays accusés de soutenir le terrorisme international.

1998 Nouvelle Constitution, retour au pluralisme. Raid américain sur une usine pharmaceutique à Khartoum, présentée comme une fabrique d'armes chimiques, ce que le gouvernement dément.

2001 Hassan el-Tourabi est arrêté après avoir conclu un « memorandum d'entente » avec l'APLS. Libéré en 2003, il sera de nouveau détenu (mars 2004-juin 2005) après une tentative de coup d'État.

2003 Une rébellion éclate au Darfour.

2005 Un accord de paix entre Khartoum et la rébellion sudiste met un terme à 21 ans de guerre (1,5 million de morts). Outre le partage du pouvoir et des richesses, il prévoit une période d'autonomie de six ans, au terme de laquelle le Sud choisira par référendum l'unité avec le Soudan ou l'indépendance.

2006 Le gouvernement et une partie des rebelles signent un accord de paix sur le Darfour. Des combats se poursuivent. Khartoum refuse le déploiement d'une force de paix onusienne.



Semblables et différents à la fois



Eiman Kheir, 25 ans, vit à Khartoum. Elle a obtenu en 2003 aux Émirats arabes unis (EAU) un bachelors en techniques des communications et électrotechnique. Par la suite, elle a travaillé dans différents domaines : organisatrice d'expositions, agent de vente, responsable du centre d'appels dans une banque et finalement – « ce que j'ai préféré », précise-t-elle – professeure d'anglais pour une société basée aux EAU. Elle travaille actuellement à la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) en tant qu'assistante du chef d'état-major.

« *Sabah al Kheir!* » (bonjour, en arabe), dis-je en montant dans le bus. Je m'installe sur un siège près de la fenêtre et prête attention aux conversations des passagers. Comme d'habitude, le premier thème abordé est celui du temps qu'il va faire dans la journée. Bientôt, ce brouhaha n'est plus qu'un bruit de fond, et je me demande moi-même s'il fera aussi chaud aujourd'hui que tous les jours précédents.

Outre la chaleur accablante, nous ne pouvons guère nous attendre à autre chose que des pluies occasionnelles ou des *haboubs*, tempêtes de sable qui ponctuent toute l'année. Ces « visiteurs » tentent en vain de nous convaincre qu'il existe au Soudan une saison autre que l'été.

J'ai lu quelque part que l'aube est le moment de la journée où l'on peut vraiment comprendre un pays. Si cette observation est plus ou moins vraie selon les pays, elle s'applique parfaitement au Soudan. Vous seriez surpris de voir la multitude de gens qui envahissent les rues au petit matin. Ils s'en vont gagner leur vie ou apprendre quelque chose. Tout dépend de l'activité dans laquelle ils ont placé leur espoir d'un avenir florissant.

Ce que je trouve le plus fascinant, dans ces foules immenses, c'est la diversité des individus qui les composent. Chaque jour, je parcours le même itinéraire pour me rendre à mon travail. Et chaque jour, je suis ébahie par la variété des couleurs de peau, qui va du blanc au noir d'ébène, par ces physionomies complexes qui mélangent sans effort le sang arabe et africain. Mais une autre pensée me préoccupe : cette richesse ethnique est aussi à l'origine de la guerre civile qui a éclaté il y a plus de 20 ans et que nous nous efforçons aujourd'hui encore d'arrêter.

Ma famille a émigré en 1983 aux Émirats arabes unis (EAU), où je suis allée à l'école puis à l'université. J'y ai obtenu un bachelors en techniques des com-

munications et j'ai travaillé deux ans sur place avant de revenir au Soudan en 2005. Il me semblait logique de rejoindre ma famille – qui avait quitté les Émirats en 2000 – dans un Soudan désormais florissant qui offrait de bonnes perspectives professionnelles. Cependant, j'étais terrifiée à l'idée de ne pas m'entendre avec mes compatriotes ou de ne pas m'habituer à un pays censé être ma « patrie ». Neuf mois ont passé depuis mon retour. Les EAU me manquent terriblement ; j'espère pouvoir y retourner, simplement en visite, de la même manière que j'ai toujours eu l'intention de rentrer au Soudan.

Je ne sais pas ce que le Soudan a de si particulier, mais il m'a littéralement conquis. Ce pays ne peut rivaliser avec aucun des endroits que j'ai visités auparavant. Il n'a ni le climat le plus agréable, ni le plus beau paysage et en tout cas pas les meilleures routes. Certes, la puissance de notre Nil est stupéfiante. Mais c'est surtout l'amabilité, la gentillesse et la générosité des gens qui vous frappent immédiatement et que vous gardez pour toujours dans votre cœur. Ce qui me surprend le plus, c'est de constater à quel point tous les Soudanais se ressemblent, quels que soient leur région d'origine, leur âge, leur ethnie ou leur milieu social.

Le bus tourne et prend une route non asphaltée. Mes réflexions s'estompent, tandis que les voix ambiantes reprennent vie à mes oreilles. Entre-temps, les passagers se sont mis à commenter les dernières nouvelles politiques : aujourd'hui, les événements du Liban sont au centre des conversations.

Je descends à l'arrêt suivant et regarde le ciel. Le soleil brille un peu plus fort qu'il ne devrait en ce moment. « J'espère qu'il va pleuvoir », dis-je à l'agent de sécurité, en passant le portail du bâtiment où se trouve mon bureau. ■

(De l'anglais)





Tina Stenauer

Des partenariats, non des parrainages!

Les échanges entre pays voisins ou amis – sur des initiatives, des approches ou des intérêts communs – ont beaucoup gagné en intensité dans l'hémisphère Sud. On assiste depuis quelques années à une progression frappante du commerce entre pays en développement. Et un tiers de tous les fonds rapatriés par les travailleurs émigrés sont transférés du Sud vers le Sud, bien que le niveau des salaires y soit bien inférieur à celui des pays de l'OCDE.

La coopération au développement a vu apparaître de nouveaux acteurs étatiques; ce sont les «donateurs émergents»: Chine, Corée du Sud, Singapour, Malaisie, Inde, Russie, Turquie, Thaïlande, Afrique du Sud, Brésil. Dans les «vieux» pays de l'OCDE, on s'inquiète toujours plus ouvertement de savoir si ces derniers ont une vraie volonté d'aider à réduire la pauvreté, ou s'ils n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts immédiats. Cette préoccupation a pour point de départ le désir de ne pas répéter les erreurs des 40 dernières années. Si l'on veut éviter que la roue de la coopération bilatérale tourne à l'envers, il faut entamer un nouveau dialogue sur la forme et l'ampleur des intérêts respectifs. C'est la seule voie vers des solutions utiles à tous, en particulier à celles et ceux qui font des efforts pour s'arracher à la pauvreté.

Parmi les 192 pays membres de l'ONU, 64 sont plus petits que la Suisse, du point de vue de la population et/ou de la superficie. Beaucoup de ces États font partie du «Groupe des 77 + la Chine», qui gagne en assurance et fait preuve d'une cohésion politique croissante dans les conférences internationales. Nombre de «petits partenaires», au sein de ce groupe, ont toutefois perdu de leur visibilité, car ils dépendent trop des intérêts des grands pays (Chine, Inde, Brésil). Certes, d'autres initiatives ou groupements existent, mais ils ont de la peine à se faire entendre dans les débats ou les

conférences, et sont tributaires de «partenariats axés sur le plaidoyer». Pour des pays comme la Suisse, ces derniers présentent souvent moins d'intérêt – sur le plan politique et diplomatique – que la possibilité de s'asseoir à la table des grands. Une telle attitude est compréhensible à première vue, mais est-elle intelligente? Il est indubitable que les *small players* ne sont pas suffisamment pris au sérieux sur la scène internationale. Cela ne constitue pas un terrain idéal pour construire des partenariats.

Et que fait la Suisse? Pour garder son rang et son influence internationale, ce petit et grand pays (pouvoir économique, place financière, recherche scientifique, tourisme) se doit de respecter le principe d'universalité et d'entretenir de bonnes relations avec tous les pays. Y compris avec les petits partenaires. Elle doit davantage plaider leur cause, investir dans des partenariats, et non dans des parrainages. Rester un petit pays *land locked* (enclavé, enfermé) ne risque guère de déboucher sur des partenariats fructueux. Il vaut bien mieux être *land linked* (relié aux autres). Ce changement d'optique doit d'abord se produire dans les esprits. Il sera alors plus facile de trouver des idées nouvelles et des partenaires qui ont des intérêts communs! ■

Walter Fust

Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Rizières infestées de



Bernard Maris (3)

Améliorer le dialogue politique

L'engagement de la DDC au Laos constitue une partie essentielle de son programme pour la région du Mékong. Le suivi sur place est assuré depuis 1995 par le bureau de coopération installé à Hanoi, capitale du Viêt-nam. Tout en consolidant les acquis de son partenariat de développement avec le Viêt-nam, la DDC transfère désormais une partie de ses ressources vers le Laos. Elle a ouvert en juillet 2006 un bureau de liaison à Vientiane, afin de faciliter le dialogue avec le gouvernement laotien et les autres donateurs sur la politique de développement. Son budget 2006 pour le Laos s'élève à quelque 3 millions de francs. La DDC concentre ses programmes sur la vulgarisation agricole, la gouvernance et la réforme de l'administration publique, dans une perspective de lutte contre la pauvreté. L'une de ses actions a connu un grand succès : le soutien apporté à l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) a permis d'accroître considérablement la production rizicole, et par conséquent la sécurité alimentaire du Laos. Par ailleurs, la DDC envisage de fournir également une aide bilatérale au programme Uxo Lao (voir p. 23), en plus de son partenariat avec le PNUD.

La guerre du Viêt-nam appartient depuis longtemps au passé. Mais la région en porte encore les traces. C'est le cas au Laos, pays sur lequel ont été larguées plus de deux millions de tonnes de bombes : il reste dans le sol de nombreux ratés qui mettent en danger la vie des riziculteurs. De Joachim Ahrens*.

Soirée douce à Vientiane. Le soleil se couche sur la capitale laotienne en peignant le Mékong de tons rouge vif. Des enfants jouent au football sur la berge sablonneuse, des adultes se promènent en regardant vers la Thaïlande, sur l'autre rive. Les lumières s'allument sur Fa Ngoum Road, qui longe le fleuve : boutiques et cuisines en plein air attendent la clientèle du soir, on hume des effluves appétissantes de viande et de poisson grillés, la bière est fraîche.

Quand on flâne le soir à Vientiane, en traversant le marché qui s'étale au bord de l'eau, l'ambiance rappelle les petites villes thaïlandaises plutôt florissantes et certaines régions plus prospères de l'Asie du Sud. Cette impression est toutefois trompeuse : 12 pour cent des habitants de la capitale vivent dans la pauvreté. Une proportion relativement faible comparée à d'autres parties du pays. Il y a d'énormes disparités entre les régions, entre ville et campagne, entre plaine et altitude. Ainsi, dans la province montagneuse de Huaphan, au nord-est du pays, le dénuement frappe les trois quarts de la population.

Des milliers de ratés dans les cultures

Certains districts et provinces ont été classés « pauvres » et « très pauvres » par le gouvernement laotien et les organisations internationales telles que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ils se trouvent surtout dans le nord et l'est du pays, le long de la frontière avec le Viêt-nam, qui s'étend sur plus de 2000 km. Une autre calamité s'ajoute à la misère dans ces zones frontalières : les projectiles non explosés datant de la guerre du Viêt-nam. Plus de 2 millions de tonnes de bombes ont été larguées sur le Laos entre 1964 et 1973, soit plus que pendant toute la Seconde Guerre mondiale. Les Américains ont conduit durant ces neuf années quelque 580 000 attaques de bombardiers contre les alliés laotiens du Vietcong. Comme jusqu'à 30 pour cent de ces bombes n'ont pas explosé en arrivant au sol, un quart des villages sont aujourd'hui encore infestés de ratés. Le problème est énorme pour un pays agricole comme le Laos. Les surfaces productives sont considérablement réduites par ce dangereux héritage.

bombes

L'assainissement à grande échelle a démarré en 1996, avec le lancement du Programme national laotien d'élimination des explosifs non éclatés (Uxo Lao). Celui-ci est financé par un groupe de pays donateurs et d'organisations d'entraide, dont le PNUD, l'un des principaux partenaires de la DDC. Avec un budget annuel d'environ 4 millions de dollars, Uxo travaille dans les neuf provinces les plus affectées du pays – qui en compte 18.

Hormis l'élimination des ratés, ce programme a pour tâche d'instruire la population locale, comme l'explique Kingphet Phimmavong, coordinateur d'Uxo pour la province de Xieng Khouang. Cette région cumule l'un des taux de pauvreté les plus élevés du pays et la plus forte densité de ratés. Dans ses bureaux de Phonsavan, chef-lieu de la province, M. Kingphet explique aux visiteurs : « La priorité absolue va aux travaux de déminage des champs. Comment vivre si l'on ne peut pas cultiver sa terre sans danger ? »

Cultiver le riz au péril de sa vie

Pour prendre la mesure du danger, il suffit de se rendre au village de Ban Ven, quelques kilomètres plus loin. Des rizières en terrasses, sur environ huit hectares, des chaumes secs : on vient manifestement de récolter le riz. Mais il reste du travail à faire pour les douze membres de l'équipe locale d'Uxo. Ils parcourent le terrain avec des détecteurs de métaux en forme d'assiette ou de grille. Les appareils émettent une sonnerie bruyante en présence de métal dans le sol : on trouve surtout ce que les Laotiens appellent des *bombies*. Ces projectiles, de la taille d'une balle de tennis, remplissaient d'énormes obus et étaient projetés dans toutes les directions au moment de l'impact. Mais beaucoup de *bombies* n'ont pas explosé. Maintenant, on les localise, on les recouvre avec des sacs de sable rouges et on les fait exploser de façon contrôlée à l'aide de TNT russe.



Là où les visiteurs occidentaux suivent en file indienne les artificiers le long de corridors balisés, les paysans locaux exploitent leurs champs depuis des années. Un tel comportement constitue « une prise de risques volontaire », constate John Dingley, conseiller technique britannique. « Dans ce pays, ce sont les plus pauvres qui prennent les plus gros risques. » Des accidents surviennent régulièrement, et pas seulement dans les rizières : il y a aussi des blessés et des morts quand des amateurs – parfois des enfants – cherchent des vieux métaux dans la brousse à l'aide de détecteurs bon marché importés du Viêt-nam : les coques en fer des bombes servent d'éléments décoratifs, et le métal de récupération se vend 17 dollars les 100 kilos.

Van Pent, un paysan de 38 ans, est marié et père de trois enfants. Il possède deux hectares de terres cultivables, que l'équipe d'Uxo vient d'assainir. « Jusqu'à présent, nous avons vécu dans la peur, tout en continuant de cultiver notre champ parce que nous avons besoin du riz », explique-t-il. « Quand toutes les *bombies* seront éliminées, ce sera un immense soulagement. Nous aurons alors une bonne raison de faire la fête – avec l'équipe de déminage. » ■

** Joachim Ahrens est porte-parole de la DDC pour la coopération au développement bilatérale et multilatérale ; il s'est rendu cette année au Laos dans le cadre d'une mission officielle de la DDC.*

(De l'allemand)

Le Laos en quelques chiffres

Le Laos est une République populaire socialiste. Le passage de l'économie étatique à l'économie de marché en est encore à ses balbutiements. Dans le classement selon l'indice de développement humain, établi par le PNUD, cet État occupait en 2005 le 133^e rang (le Viêt-nam, son voisin, est 108^e). L'aide au développement internationale représente 16% du budget laotien (le chiffre correspondant est de 2% pour le Viêt-nam). Pays enclavé du Sud-Est asiatique, le Laos longe le Mékong. Il a une superficie de 237 000 km² et compte 6 millions d'habitants, répartis en 50 groupes ethniques. Quatre cinquièmes de la population travaillent dans l'agriculture et réalisent ainsi plus de la moitié du produit intérieur brut. Le revenu annuel moyen par habitant est de 390 dollars. Le taux de pauvreté atteint 29% de la population dans les villes et 41% dans les zones rurales.



Survivre et sauver des vies

Lors de graves séismes, il faut souvent plusieurs jours aux secours pour arriver sur place. Ce fut le cas dans le nord-ouest de la Turquie, où des secousses destructrices ont ravagé en 1999 les villes d'Izmit et de Düzce. Avec l'aide de la Suisse, des groupes de sauveteurs bénévoles ont été formés et équipés dans les quartiers. Ils sont prêts à intervenir en cas de nouvelle catastrophe.



Jeremy Horner / Panos / Strates

Compétences et équipement

Les auxiliaires bénévoles des équipes de sauvetage sont recrutés dans les quartiers où ils vivent et passeront sans doute encore plusieurs années. Les responsables du «Neighbourhood Disaster Support Project» (projet de secours de proximité en cas de catastrophe) ont misé d'emblée et avec succès sur la participation des femmes. L'expérience montre en effet que celles-ci démissionnent plus rarement et confèrent aux équipes une certaine cohésion. Les modules de formation portent notamment sur le sauvetage des blessés et les premiers soins; ces cours, dispensés en soirée, comprennent une partie théorique, des exercices pratiques et différents tests. Les sauveteurs volontaires reçoivent en outre un équipement personnel, qui est gardé dans un conteneur avec le matériel de l'équipe (marteaux piqueurs, génératrice, pelles, câbles, etc.). Le tout est entreposé en lieu sûr dans le quartier. Ce projet de la DDC reçoit sur place l'appui de la protection civile, des gouverneurs régionaux, du Croissant-Rouge turc et des responsables de quartiers.

(mr) «J'ai vu des gens mourir, prisonniers des décombres, et je ne pouvais pas les aider», se souvient Sevil Kutan. Cette femme d'une trentaine d'années a survécu au tremblement de terre qui s'est produit en août 1999 à Izmit, au bord de la mer de Marmara, faisant près de 20 000 morts. Aujourd'hui, elle est l'une des quelque 2 500 volontaires qui constituent le Service bénévole de sauvetage (Mahalle Afet Gönüllüleri - MAG) créé grâce au soutien de la DDC. «Maintenant je suis prête à aider les victimes si un tel événement devait se reproduire», assure la jeune Turque.

En cas de séisme, les personnes ensevelies et les blessés dépendent de l'aide que peuvent leur fournir les voisins rescapés, car les premières 72 heures sont décisives. «Le fait est qu'environ 90 pour cent des personnes ensevelies sont sauvées et secourues par des proches ou des voisins, avant même que les équipes professionnelles de sauveteurs n'arrivent sur place», explique Barbara Dätwyler, responsable de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'Aide humanitaire de la DDC.

On ne peut exclure l'éventualité d'une nouvelle ca-

tastrophe majeure en Turquie, pays à très forte sismicité. Après les secours d'urgence et les opérations de reconstruction à Izmit et Düzce – ville proche frappée par un autre séisme meurtrier en novembre 1999 –, l'Aide humanitaire de la DDC s'est concentrée en Turquie sur la prévention et la gestion des catastrophes naturelles. Dans les provinces de Kocaeli, d'Istanbul et de Yalova, environ 2 500 volontaires ont été formés et équipés. Ils constituent des équipes présentes dans une cinquantaine de quartiers.

«Nous constatons régulièrement que ces sauveteurs sont extrêmement motivés; c'est là une condition essentielle à la réussite de leur mission. Certains d'entre eux ont déjà été engagés comme auxiliaires des équipes officielles, lors d'importants incendies et quand un réservoir de gaz a explosé dans une raffinerie», rapporte Barbara Dätwyler. Ce projet jouit d'une grande estime en Turquie et doit être prochainement reproduit en Iran. ■

(De l'allemand)

Séminaire des coordinateurs

(juj) À l'instar des ambassadeurs qui se réunissent une fois par année en Suisse, les coordinateurs et coordinatrices de la DDC se retrouvent tous les deux ans dans le cadre d'un séminaire. Celui de cette année était organisé à Thoun, du 13 au 18 août. Quelque 60 chefs de bureaux de coopération y ont participé, pour débattre du thème «Efficacité des instruments de la DDC». Exposés d'invités, présentations d'expériences vécues sur le terrain, ateliers: les discussions ont été denses, parfois vives. Comment améliorer l'efficacité de la coopération au développement, des stratégies qu'elle met en œuvre dans les pays partenaires? Vaste question à laquelle de nombreuses réponses ont été fournies – preuve qu'il n'existe pas de solution miracle applicable universellement. Un point,

par contre, a fait l'unanimité: la nécessité de se réunir régulièrement pour échanger ses expériences et renforcer les liens avec la centrale.

Collaboration avec les ONG

(sia) La DDC a établi une politique de collaboration avec les organisations de développement privées (ONG) suisses et internationales. Il s'agit là de l'aboutissement d'un processus qui a débuté en 2004. Plusieurs formes de collaboration entre la DDC et les ONG ont déjà fait leurs preuves et figurent maintenant en bonne place dans la nouvelle politique. D'abord, la DDC soutient les ONG par des contributions à leurs programmes de développement, qui sont complémentaires à ses propres stratégies de coopération. Ces contributions permettent de valoriser les compétences spécifiques des ONG.

Ensuite, la DDC peut mandater les ONG pour mettre en œuvre une action de développement ou pour répondre à une demande particulière. Finalement, elle engage avec les ONG un dialogue varié sur de nombreuses questions touchant les problématiques de la coopération internationale. Pour atteindre son objectif de lutte contre la pauvreté, la DDC travaille avec un réseau dense de partenaires. Les ONG en constituent depuis longtemps un élément essentiel, notamment grâce à leurs compétences éprouvées dans la coopération internationale, leur ancrage auprès de la population, leur rôle dans la politique de développement et leur capacité d'innovation.

Collectivités publiques et coopération

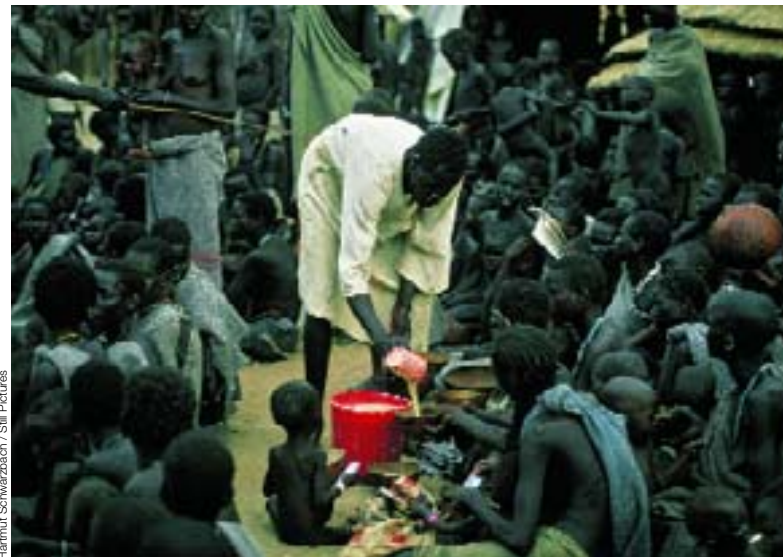
(sia) Les cantons et les communes suisses manifestent un in-

térêt croissant pour les questions de solidarité internationale, de défense des droits humains et de promotion de la paix. Nombre d'entre eux ont donné à cet intérêt une envergure politique durable en l'inscrivant soit dans leur Constitution, soit dans une loi cantonale ou un règlement communal. Bien que l'engagement des cantons et des communes soit indépendant des actions de développement de la DDC et qu'il se fasse selon leurs idées et objectifs, la DDC a produit un document d'orientation ayant pour but de clarifier sa propre position et de définir les formes de collaboration possibles entre les collectivités publiques locales et elle-même.

Au fait, qu'est-ce que la sécurité alimentaire?

(bf) Depuis le Sommet mondial de l'alimentation, qui s'est tenu à Rome en 1996, la communauté internationale définit ce concept de la manière suivante: «La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.» Actuellement, 852 millions d'êtres humains souffrent de sous-alimentation. Plus de 500 millions vivent en Asie (dont 200 millions en Inde) et environ 200 millions en Afrique subsaharienne, où la malnutrition frappe un tiers de la population. Le premier Objectif du Millénaire pour le développement vise à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015. En tout état de cause, la faim n'est aujourd'hui ni un problème technique, ni la conséquence d'une pénurie absolue: on produit actuellement de la nourriture pour 12 milliards d'individus, donc deux fois plus qu'il ne serait nécessaire. L'insécurité alimentaire et la malnutrition qui en résulte ont de multiples causes: productivité médiocre de l'agriculture ou manque de cohérence des politiques agricoles (la moitié des pays les plus pauvres de la planète se voient contraints d'importer des denrées de base), pauvreté, chômage, maladies (sida, malaria), discrimination sexuelle (dans de nombreuses cultures, ce sont les hommes qui reçoivent à manger en priorité; puis viennent les

femmes et les garçons, et enfin les filles). Tous ces éléments sont liés à des aspects de gouvernance. Parmi les 852 millions de personnes sous-alimentées, environ 50% sont des familles de petits exploitants agricoles, 20% des paysans sans-terre, 20% des citadins et 10% des nomades, des pêcheurs ou des populations forestières.



Helmut Schwarzbach / Still Pictures

Terre en vue!

La lutte contre la pauvreté dans les pays en développement doit être menée là où la grande majorité des pauvres travaillent pour survivre : dans les campagnes. Des approches novatrices doivent stimuler le développement rural et permettre aux populations locales d'échapper à l'engrenage de la pauvreté. C'est le cas au Mozambique. De Maria Roselli.



Bernas / lat

Une notion et sa plate-forme

Pour les experts, la notion de « développement rural » désigne des activités de développement qui visent à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie dans l'espace rural, en tenant compte des liens complexes entre les aspects écologiques, économiques et sociaux. La DDC a mis sur pied une plate-forme interactive sur le thème du développement rural. Ce site contient un grand choix d'articles et facilite les échanges entre acteurs concernés. www.sdc-ruraldevelopment.ch

Pourquoi l'évolution devrait-elle être différente dans un pays en développement? En Suisse aussi, la pauvreté frappait jadis surtout les régions rurales. Actuellement, dans la plupart des pays en développement, 70 à 80 pour cent des pauvres vivent à la campagne. Les experts sont unanimes : une croissance économique générale ne garantit pas en soi que des paysans pauvres, obligés de vivre avec moins d'un dollar par jour, verront leur situation s'améliorer.

Pour que la croissance profite aux populations les plus démunies, il faut qu'elle soit orientée en conséquence. En d'autres termes, elle doit faire progresser leur revenu moyen davantage que celui du reste de la population. Développer le secteur agricole constitue un élément central de cette approche, mais cela ne suffira pas à réduire durablement la pauvreté.

Changement de stratégie

C'est pourquoi le travail des agences de développement se concentre de plus en plus sur le développement de l'espace rural et sur son interaction avec les villes. C'est le cas au Mozambique. Ce pays côtier d'Afrique australe a été marqué par une histoire sanglante : après 500 ans de colonisation portugaise et une décennie de guerre de libération, il a plongé au lendemain de l'indépendance dans une guerre civile qui a duré seize ans. Un million de personnes ont trouvé la mort et 6 millions d'autres ont été chassées de chez elles.

Au sortir de ce conflit, le Mozambique était devenu l'un des pays les plus pauvres du monde. Mais pour une partie au moins de sa population, l'accord de paix de 1992 a marqué le début d'une vraie réussite : désormais stable, le pays avance vers la démocratie et l'économie de marché. Son essor éco-

nomique est remarquable, avec des taux de croissance qui atteignent en moyenne 8 à 10 pour cent. Il faut toutefois reconnaître que le développement de ce pays faiblement peuplé se concentre sur Maputo, la capitale, et sur les régions méridionales. Le reste du Mozambique, et surtout les zones rurales du Nord, souffrent d'une pauvreté dramatique.

C'est aussi pour cela que les méthodes appliquées en matière de développement rural ont beaucoup évolué au cours du dernier quart de siècle. « Dans les années 80, le but du développement rural était de mettre en place des structures qui feraient progresser tous les secteurs dans la région considérée.

le nord du pays, dévasté par la guerre, les infrastructures ont été améliorées. Le pouvoir d'achat de la population a augmenté », relève Andrea Studer, chargée de programme pour le Mozambique à la DDC. « Nous avons adapté notre programme à cette nouvelle donne et aux besoins actuels des habitants. »

En 2004, la DDC a élaboré une nouvelle stratégie pour le développement rural, qui est basée sur trois piliers: le microcrédit, l'amélioration de la productivité agricole et le renforcement des communautés rurales. Elle renonce de plus en plus à financer des projets individuels, pour se concentrer



Bermes / laif



A. Webb - Christian Aid / Still Pictures (3)



Les projets visaient non seulement à accroître la productivité agricole, mais également à construire des écoles, des routes et des hôpitaux», rappelle Andreas Gerrits, de la section Emploi et revenus à la DDC. « Nous avons été obligés de constater que cette approche n'était pas durable, car elle créait une situation de dépendance à l'égard du donateur. Dès que celui-ci se retirait, les structures s'effondraient souvent trop faibles. » Il résulte de ce constat que le développement rural se focalise maintenant sur l'aspect économique et la mise sur pied de services de base, deux aspects généralement associés au processus de décentralisation et au renforcement des communautés villageoises.

Une nouvelle stratégie

« La situation au Mozambique a énormément changé au cours des quinze dernières années. Dans

sur le renforcement des structures, celles par exemple des administrations de districts dans les provinces septentrionales de Cabo Delgado et de Nampula.

Jusqu'ici, ces circonscriptions administratives du Mozambique opéraient avec un budget alimenté par leurs propres recettes fiscales et par des organisations de développement. Depuis 2006, tous les districts reçoivent du gouvernement central un montant d'environ 300 000 dollars directement prélevé sur le budget national. C'était une condition imposée par les pays donateurs en contrepartie de leur aide budgétaire. « Nous voulions que la décentralisation ne soit pas seulement théorique, qu'elle apporte aux régions des améliorations concrètes. C'est pourquoi nous soutenons maintenant ce processus, afin que l'argent arrive vraiment jusqu'à la population rurale. Pour ce faire,

Le microcrédit au village

La nouvelle stratégie de la DDC pour le développement rural au Mozambique a pour troisième pilier le système du microcrédit. Pour fonctionner, celui-ci requiert un certain pouvoir d'achat de la population locale. Il y a quelques années, cette condition n'était pas remplie dans les zones rurales du Nord. Cependant, quatorze ans après la fin de la guerre, la situation s'est améliorée à la campagne aussi. Dans quelques villages des provinces de Nampula et de Cabo Delgado, on a établi de petites banques, qui sont alimentées par des apports volontaires de la population locale. Un comité est chargé de gérer la banque. Il nomme un trésorier, lequel doit naturellement jouir de la confiance de la communauté villageoise. Les familles peuvent désormais contracter un microcrédit, par exemple pour traverser une période difficile à la suite d'une mauvaise récolte ou pour financer le lancement d'un petit commerce.



Jorgen Schytte / Still Pictures

Encourager les initiatives personnelles

La création de comités villageois permet à la population rurale d'agir elle-même sur le cours de son existence. C'est pour elle l'occasion d'acquérir les connaissances et les aptitudes nécessaires pour négocier avec les autorités du district. Le travail de formation et les séances du comité sont accompagnés et soutenus par une organisation non gouvernementale (ONG) locale. Les habitants du village de Minuheuene, dans le nord du Mozambique, ont ainsi constaté que leur production de miel n'était pas exploitée de façon optimale. Après avoir discuté du problème en comité, les villageois ont consulté une ONG allemande et négocié un financement de démarrage. Leur produit s'est bientôt avéré correspondre à un créneau commercial. Les villageois réalisent maintenant des bénéfices en écoulant leur miel sur le marché local.

nous travaillons simultanément à deux différents niveaux: d'un côté, il s'agit de renforcer les comités villageois pour qu'ils soient capables de négocier avec les autorités locales et de faire valoir les besoins de leurs communautés; de l'autre, les administrations de districts apprennent à mettre en route un processus participatif avec les villageois», dit Andrea Studer.

Soigner la qualité et l'emballage

Pour créer des revenus et de la valeur ajoutée dans les campagnes, les experts du développement rural misent souvent aujourd'hui sur le principe de la «chaîne de valeurs». Cette approche commence par les questions suivantes: quel est le potentiel d'une culture donnée et comment produire un excédent susceptible d'être écoulé non seulement dans le village ou la région, mais également au niveau international? L'objectif, explique Andreas Gerrits, est de «passer d'une agriculture de subsistance à une production agricole lucrative axée sur l'exportation».

Dans le nord du pays, la noix de cajou est un produit typique dont le potentiel commercial semble considérable. Avec le soutien de la DDC, de petites «fabriques» ont été construites dans quelques villages des provinces de Nampula et de Cabo Delgado. Le traitement des noix, après la récolte, demande beaucoup de travail. Il faut enlever la coque dure extérieure et la pellicule intérieure, puis les griller. Ces opérations requièrent divers équipements, qui ont été mis à la disposition des villageois.

Il est toujours plus nécessaire d'assurer une bonne qualité des produits agricoles et de soigner leur emballage. On voit émerger lentement dans les pays en développement – surtout en Amérique latine, mais aussi en Afrique – une «classe moyenne» au pouvoir d'achat accru. Ces consommateurs ne s'approvisionnent plus seulement sur les marchés locaux. Ils sont de plus en plus nombreux à fréquenter les centres commerciaux régionaux. Pour les producteurs, cela signifie qu'ils doivent satisfaire des exigences d'un tout autre ordre, car la concurrence des produits importés est ici impitoyable. La qualité et le conditionnement des produits agricoles doivent s'adapter toujours mieux à ce nouveau marché.

Il faut instaurer des normes et des labels plus stricts, non seulement dans le commerce international, où ils existent de toute manière depuis longtemps, mais également dans le commerce intérieur et les supermarchés du pays. Andrea Studer en est convaincue: «Les trois piliers de notre stratégie peuvent susciter une nouvelle dynamique, donner des impulsions au développement de l'espace rural». ■

(De l'allemand)

L'enfer des politiciens

Ivan Franko, l'un des esprits les plus critiques et incisifs d'Ukraine entre le 19^e et le 20^e siècle, a été journaliste, poète, écrivain, critique littéraire et auteur d'un appel désespéré intitulé *Nous aussi faisons partie de l'Europe* ! Atteint de diverses maladies typiquement décadentes, il est mort en 1916 à Lviv, après avoir refusé les derniers sacrements. Il ne pouvait guère faire autrement, lui qui durant toute sa vie s'était déclaré anticlérical et athée. Un ami prêtre (par ailleurs grand admirateur de son œuvre) s'était rendu chez lui à trois reprises. Mais le poète agonisant a refusé trois fois la dernière communion. Je crois que le Tout-Puissant a apprécié sa fidélité à soi-même et sa force de caractère.

En mars dernier, la ville de Cracovie a enterré Stanislas Lem, auteur de romans de science-fiction et philosophe. Ce grand penseur polonais a vécu longtemps et écrit des livres merveilleux, dont les tirages dans de multiples langues représentent plusieurs millions d'exemplaires. On raconte que durant les obsèques, le curé a prononcé la prière suivante : « Seigneur, pendant toute sa vie, cet homme a affirmé que Tu n'existais pas. Il a mis en doute, parodié et ridiculisé tout ce qui est lié à Toi. Mais ne sois pas trop dur avec lui, Seigneur. Pardonne-lui et prends-le chez Toi, ne serait-ce qu'en raison de la beauté de son œuvre, qui a été le reflet et la glorification de Ta beauté. » Je suis sûr que Celui à qui s'est adressé le prêtre de Cracovie a tout entendu et aura certainement tout pardonné.

En revanche, Il ne pardonnera jamais aux politiciens ukrainiens actuels. Ceux-ci auront beau étaler leur piété médiévale devant les caméras de télévision ou

corrompre des prêtres bedonnants et ténébreux pour qu'ils intercèdent en leur faveur.

Durant le printemps et l'été derniers, la politique ukrainienne a été placée sous le signe de la guerre totale de chacun contre tous et de tous contre le président. Le chantage et les menaces sont devenus le passe-temps préféré des chefs de parti. La calomnie, le mensonge et la trahison sont désormais des pratiques tellement courantes que la société a cessé d'y réagir. Résultat : les politiciens ont fini par croire en leur propre impunité. Ce spectacle écœurant a atteint son apogée le 6 juillet, sous la forme d'un renversement parlementaire provoqué par une rupture inattendue de la précédente coalition gouvernementale. Suite à cette *blitzkrieg*, une autre coalition a surgi, tout à fait nouvelle, fermement anti-présidentielle et anti-européenne. Le rôle principal du traître dans cette pièce inédite a été interprété par le petit groupe parlementaire socialiste, dont le poids est tout de même important du point de vue arithmétique. Ce groupe est dirigé par Alexandre Moroz,

« politicien expérimenté et homme d'État doté de solides valeurs morales » (en réalité, ce n'est qu'un vieil apparatchik post-communiste doublé d'un plumitif extrêmement vaniteux). La nuit du 6 au 7 juillet, couché dans mon lit les yeux grands ouverts, je me disais : « Est-ce possible ? Comment un petit groupe de truands, emmené par le plus raffiné des truands, a-t-il pu détruire, en une seule journée de session parlementaire, ce que la société civile avait créé à grand-peine au cours des années précédentes et qu'elle avait sauvé grâce à son sacrifice sur la place Maidan de Kiev ? Ces hommes ont-ils de nouveau recouvert de leurs immondices tous nos chemins vers l'Europe et vers une vie normale ? »

Je voudrais croire que non. Nous vaincrons leur obstination sénile. Ensuite, nous les laisserons définitivement plonger dans leur propre passé, où ils pourront se battre entre eux pour obtenir la palme du plus grand traître. ■

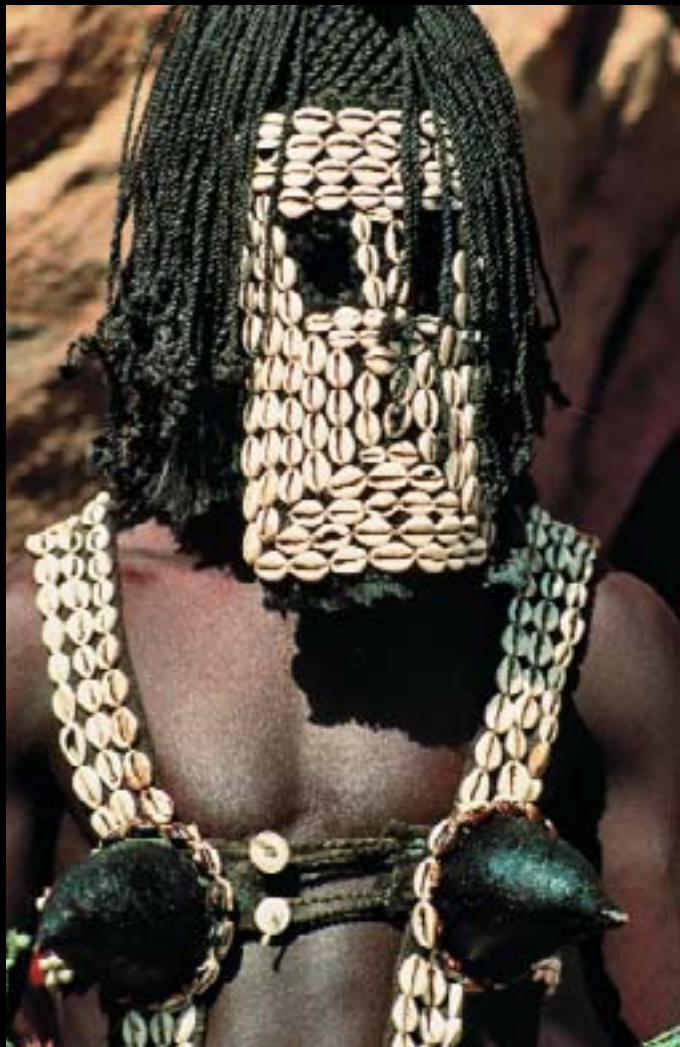
(De l'ukrainien)



Youri Andrukhovitch, écrivain et essayiste, est né en 1960 à Ivano-Frankivsk (anciennement Stanislav), une ville de 260 000 habitants dans l'ouest de l'Ukraine. Il a étudié le journalisme à Lviv et la littérature à Moscou. Son premier recueil de poèmes est paru en 1985. Youri Andrukhovitch a publié plusieurs romans, dont *Rekreacij* (1992), *Moskoviada* (1993) et *Perverzija* (1996) qui ont fait de lui l'un des principaux auteurs ukrainiens. Ces livres ont été traduits notamment en anglais et en allemand, mais pas en français. En revanche, les éditions Noir sur blanc ont publié en 2004 *Mon Europe*, version française de deux essais écrits par Youri Andrukhovitch et l'écrivain polonais Andrzej Stasiuk. En mars dernier, le Salon du livre de Leipzig a attribué à Youri Andrukhovitch le Prix de l'entente européenne 2006.



L'émerveillement ne suffit pas



Edward Parker / Still Pictures



Mats Olsson / Still Pictures

Tandis que le marché des « arts primitifs » explose, l'ethnographie s'interroge sur le rôle des objets accumulés dans ses musées et sur la manière de les exposer. Pour Jacques Hainard, directeur du Musée d'ethnographie de Genève, ces œuvres extra-européennes ne doivent pas être réduites à leur seule dimension esthétique. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

Un seul monde: L'ethnographie s'est développée dans un contexte colonial.

Comment a-t-elle évolué jusqu'à aujourd'hui?

Jacques Hainard: Elle est née vers 1850, lorsque le concept de « peuples primitifs » apparaît, sous l'influence des théories évolutionnistes. Pour comprendre ces sociétés censées représenter le degré zéro de la civilisation, les

ethnologues se mettent à étudier leur culture matérielle. Des expéditions vont collecter systématiquement des objets sur le terrain, se livrant parfois à un véritable pillage. Au retour, elles déposent ce matériel dans des musées qui auront pour mission de faire connaître les peuples exotiques. Après la décolonisation, les ethnologues commencent à analyser également les

sociétés européennes. Ils deviennent mondialistes. Aujourd'hui, les musées ne savent plus vraiment ce qu'il faut conserver et quel sens donner à leurs collections. Ils doivent se redéfinir. Ce renouvellement passe d'abord par l'appellation. Pour se débarrasser d'un passé pas toujours glorieux, certains se rebaptisent « musée des civilisations » ou « des cultures ». Personnellement,

je revendique la référence à l'ethnographie. Certes, notre discipline a ses casseroles. Mais racontons cette histoire au lieu de l'effacer, faisons l'ethnographie de l'ethnographie! Une lecture critique du passé éclairera notre vision actuelle du monde.

La collecte sur le terrain est-elle révolue?

Elle se pratique encore, mais de



Musée d'ethnographie de Genève (MEG) / Johnathan Waits



Jacques Hainard, né en 1943, a étudié l'ethnologie à l'Université de Neuchâtel. Il a commencé sa carrière au Musée d'ethnographie de Bâle, avant de partir pour le Congo/Zaire, où il a conduit des recherches sur le terrain de 1971 à 1973. De retour en Suisse, il devient chef de travaux à l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel. En 1980, il est nommé conservateur du Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN). Sous sa direction, cette institution organise chaque année des expositions « coup de poing », basées sur une conception moderne de la muséologie. Elle acquiert une réputation internationale. À deux ans de la retraite, Jacques Hainard accepte un nouveau défi : en février 2006, il prend la direction du Musée d'ethnographie de Genève (MEG) qui vient de traverser une période difficile. Son mandat s'achèvera en 2009.

manière moins systématique. Cette question est au centre de la réflexion actuelle : l'ethnologue doit-il continuer à rassembler des objets, et si oui lesquels ? Les objets ont tendance à devenir plus ou moins identiques sur toute la planète. Faut-il conserver le transistor qu'un berger peul écoute en gardant ses vaches ? Ou le récipient en plastique, de fabrication chinoise, qu'utilise un Malien pour ses ablutions ? Je n'en sais rien. Lorsque je dirigeais le Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN), nous avons commencé à collectionner des ustensiles banals de la vie quotidienne. Mais cela n'a pas été facile. Le public s'étonne de voir exposés dans un musée des

Q-Tips ou des boîtes de conserve. Quant aux collections classiques, constituées au 19^e siècle et au début du 20^e, il est théoriquement possible de les compléter en acquérant certaines pièces dans les ventes aux enchères. Mais peu de conservateurs en ont les moyens. Sur le marché de l'art ethnographique, les prix sont montés en flèche ces dernières années. Le record a été atteint en juin dernier lors de la vente d'une collection privée à Paris : un masque fang du Gabon a atteint la somme de 5,9 millions d'euros.

Galleries et musées multiplient les expositions d'arts

« primitifs ». Que pensez-vous de la tendance actuelle, incarnée par le Musée du quai Branly à Paris, qui privilégie l'aspect esthétique des objets ethnographiques ? Cette démarche constitue une négation de l'ethnologie, qui s'est toujours attachée à expliquer la signification de ces objets et à les replacer dans leur contexte culturel. Le Musée du quai Branly prétend rendre justice aux civilisations extra-européennes en plaçant leur production sur le même pied que l'art moderne occidental. Il a choisi d'exposer seulement 3500 pièces, les plus belles d'une collection qui en compte environ 300 000. Cependant, ces objets

ne sont pas les égaux de nos œuvres d'art. Chacun d'eux a une fonction précise dans la société qui l'a produit. Il a été fabriqué pour être utilisé soit quotidiennement, soit lors de cérémonies ou de rituels religieux. Une œuvre d'art est conçue pour être contemplée. En faisant basculer les objets ethnographiques dans le domaine des beaux-arts, on gomme leur aspect utilitaire. De plus, le choix des « chefs-d'œuvre » relève du néocolonialisme culturel : ce statut est accordé par certains conservateurs, marchands d'art et collectionneurs européens, qui appliquent leurs propres critères esthétiques.



Paradoxalement, les populations du Sud n'ont pas accès à ces collections qui font partie de leur patrimoine. Êtes-vous favorable à une restitution?

Il s'agit d'un problème épineux. Le musée est une conception d'Occidental. Les Africains n'ont pas le même rapport au patrimoine que les Européens. Si un masque se casse, ils le réparent. S'il devient inutilisable, ils le jettent dans la nature et en sculptent un nouveau. Mais voilà que des Blancs se portent acquéreurs de masques, statues ou bijoux. Ces objets apparaissent alors comme une précieuse source de revenus. Leurs propriétaires, souvent très pauvres, vont naturellement tenter d'en vendre le plus possible. Il est complexe de construire des musées en Afrique pour y transférer les collections ethnographiques, car celles-ci risquent d'être dérobées ou revendues. Je suis plutôt partisan de créer des musées virtuels sur Internet.

Dans le cadre de partenariats, le Nord pourrait fournir aux pays intéressés du Sud les équipements informatiques qui leur donneront accès à la connaissance de leur patrimoine.

À l'heure de la mondialisation, les collections ethnographiques ont perdu leur vocation pédagogique. À quoi servent-elles?

Il existe plusieurs manières de les utiliser. Hormis l'approche esthétique, on peut se placer dans une perspective historique ou explicative. Les objets exposés aident alors à comprendre une société humaine, une période ou un événement. Mais ce que je préfère, c'est les mettre au service d'un discours. Le musée est l'équivalent d'un dictionnaire dont les objets sont les mots. Le travail de l'ethnologue consiste à construire une syntaxe, à raconter une histoire avec ce matériel. Les objets provenant de cultures lointaines, voire disparues, peuvent parfaitement s'insérer dans

des expositions sur des problématiques contemporaines, comme le racisme, l'immigration ou l'égalité des sexes. À mon avis, l'ethnographie doit analyser aujourd'hui en priorité les réalités de la société dans laquelle nous vivons.

Les expositions du MEN, consacrées à des thèmes d'actualité, se fondaient sur la «muséologie de la rupture». En quoi consiste cette approche et a-t-elle fait des émules?

Notre mouvement voulait couper le cordon ombilical qui nous lie à la tradition de l'émerveillement. Le visiteur ne doit pas consommer passivement des objets juxtaposés en admirant leur beauté. Le rôle d'une exposition n'est pas de transmettre des informations pré-mâchées. Elle doit au contraire susciter une réflexion critique, déstabiliser, déconstruire nos stéréotypes et notre idéologie. Il faut que le visiteur reparte avec des interroga-

tions sur ses propres convictions. Cela dit, la muséologie de la rupture a été relativement peu suivie. De telles expositions véhiculent des points de vue discordants. Ceux-ci sont rarement partagés par le pouvoir politique qui finance les musées. Le MEN a bénéficié d'une grande liberté à cet égard, mais bien des conservateurs n'ont pas la même chance. Presque partout, l'État exerce une censure sur ce qui est dit et montré dans les musées. ■



L'ivresse des Balkans

(er) Depuis 2003, grâce notamment à l'appui de la DDC, le Paléo Festival Nyon accueille un Village du Monde. Et, depuis 2004, les «musiques venues d'ailleurs» que l'on y découvre font l'objet de compilations. Cette année, le disque nous emmène en Europe de l'Est, pour une tournée musicale qui passe par la Hongrie, la mer Noire, les Balkans, l'Ukraine et la Pologne. La juxtaposition heureuse de quatorze morceaux illustre les contrastes, parfois cacophoniques, mais souvent enivrants, d'un univers sonore entre tradition et urbanité, joie et mélancolie, musique punk et tzigane. Rien n'y manque : le timbre des trompettes, les trilles de la clarinette, le rythme endiablé du violon, l'inconstance volage de l'accordéon, l'éclat des percussions et les voix fascinantes des chanteuses et des chanteurs. On y trouvera en particulier les Taraf de Haïdouks, le Kocani Orkestar, Esma Redzepova, Gogol Bordello, Romano, Drom, le Motion Trio et Goran Bregovic.

Divers artistes : «Paléo Festival Nyon, Village du Monde 2006 ; East Europa – Météissages balkaniques» (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

Appel aux ancêtres

(er) Instrument méprisé par les colons et les missionnaires, la *mbira* est le piano à pouces africain : un clavier de lamelles métalliques est fixé sur une calasse qui sert de caisse de

résonance. Sa pratique a longtemps été réservée aux hommes. Pour les Shona, peuple du sud-est de l'Afrique, la sonorité mystérieuse de la *mbira*, ses rengaines lancinantes, qui rappellent de loin les boîtes à musique, permettent d'attirer l'esprit des ancêtres et d'entrer en contact avec eux. Cette musique réunit aujourd'hui de nombreux adeptes grâce à Stella Chiweshe, sacrée «reine de la *mbira*» au Zimbabwe dans les années 60. En 1987, elle a été la première artiste produite par Piranha Musik. Pour fêter la sortie de son centième disque, le remuant label berlinois publie aujourd'hui un double album de Stella Chiweshe. Sous le titre *Double Check*, il réunit l'album *Trance Hits*, diffusé en 2005, et une collection de *Classic Hits*. Il



répond à toutes les attentes : pluie de perles sonores, glissades de guitare bluesy, hymnes incantatoires et passages rock, le tout enrobé par la voix pleine et expressive de Stella Chiweshe. Bref, une musique à vous mettre en transe.

Stella Chiweshe : «Double Check» (Piranha/Musikvertrieb)

Une compilation gorgée de soleil

(er) Marianne Berna évolue dans les milieux de la world music depuis des décennies. On la croise dans les concerts et les festivals. Elle rend volontiers visite aux disquaires du monde entier. Animatrice de radio et DJ, Marianne Berna est responsable de l'émission «World



Music Special», diffusée tous les jeudis de 20 à 22 heures sur la chaîne alémanique DRS 3. Elle a réuni sur un CD les meilleures chansons de la saison actuelle.

Une sélection qui témoigne de son enthousiasme pour ce genre de musique : de la bachata sentimentale, très prisée en République dominicaine, à une reprise des Rolling Stones par des artistes mongols, en passant par le reggae oriental venu du Maroc. Cette compilation rassemble des interprètes tels que Los de Abajo, The Scruicalists, Frank Reyes, Lulendo, Lila Downs, Salif Keita, Susheela Raman et Samir Essahbi (avec Endo Anaconda). Et lorsque la voix exceptionnelle de la chanteuse cubaine Leyanis López s'élève pour conclure le CD, le constat s'impose : voilà un cadeau séduisant, ouvert sur d'autres mondes musicaux et gorgé de soleil pour réchauffer les longues soirées d'hiver.

Divers artistes : «World Music Special, DRS 3, Vol. 2» (EMI Music)

Voyage à travers les dunes

(bf) L'ONU a proclamé 2006 Année internationale des déserts et de la désertification. Plusieurs longs métrages, édités sur DVD par trigon-film, explorent la vie et les espoirs des habitants du désert. Si les films du Tunisien Nacer Khemir (*Bab'Aziz*, *Les baliseurs du désert*) ressemblent à des contes, ceux du Mauritanien Abderrahmane Sissako (*En attendant le bonheur*) sont empreints de mélancolie. Le film *Beshkempir* se situe dans les

DVD

service



steppes kirghizes, alors que *Bombón*, l'histoire d'un homme qui découvre son amour pour les chiens, a été tourné en Patagonie. Alain Tanner observe la vie des habitants de la ville que Le Corbusier a été chargé de construire dans le désert indien (*Une ville à Chandigarh*). Réalisé par Boubacar Traoré, *Je chanterai pour toi* illustre les accents bluesy de la musique du désert, tandis que *L'enfant endormi*, de Yasmine Kassari, parle des femmes restées seules dans l'aridité des paysages marocains. Dans *Narradores de Jave*, Eliane Caffé met en scène les habitants d'une vallée au Brésil, dont les terres sont condamnées à être inondées. Enfin, le désert sert de décor à un amour passionnel dans *La femme des dunes*, un chef-d'œuvre japonais.

Commandes et informations :
056 430 12 30 ou
www.trigon-film.org

Formation postgrade

D'ici juillet 2007, l'EPFZ propose les cours suivants de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL):

- 19.3. – 23.3. Introduction à la planification de projets et de programmes
- 26.3. – 30.3. Formation d'animatrices et d'animateurs
- 17.4. – 20.4. Corruption et lutte contre la corruption dans les pays en développement
- 2.5. – 4.5. Séminaire de révision pour les candidats au certificat en développement et coopération
- 7.5. – 11.5. Vers des emplois plus durables: approches et pratiques

14.5. – 18.5. Suivi dans la gestion des projets et des programmes de la coopération au développement

21.5. – 25.5. Décentralisation et gouvernance locale dans le processus de développement

29.5. – 1.6. Introduction à la gestion financière de projets de développement

4.6. – 8.6. OE 1: Développement institutionnel dans le cadre de la coopération au développement

11.6. – 15.6. Évaluer les résultats de projets et de programmes de développement

Langue de travail: allemand.

Informations et inscriptions:
secrétariat du NADEL, Centre
EPFZ VOB B 12, 8092 Zurich,
tél. 044 632 42 40,
www.nadel.ethz.ch,
kramer@nadel.ethz.ch

Annuaire 2006

(bf) Depuis plus d'un quart de siècle, l'*Annuaire suisse de politique de développement – Faits et statistiques* présente l'évolution des relations Nord-Sud. Il examine en particulier les rapports de la Suisse avec les pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et, depuis le début des années 90, avec ceux d'Europe de l'Est.

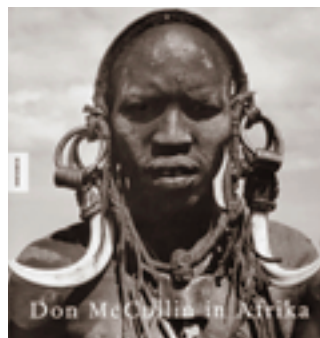
Résultat d'un vaste travail d'équipe, mené avec soin et perspicacité, l'annuaire est un instrument de travail et de recherche pour tous ceux qui s'intéressent aux relations internationales, que ce soit pour des raisons personnelles, professionnelles ou en raison de leur engagement politique. Outre les faits et les statistiques, l'édition 2006 analyse aussi l'évolution de ces dernières années (lutte contre la pauvreté, désendettement, commerce mondial, aide publique de la Suisse, etc.), replace les grands événements dans leur contexte et tente d'aller au-delà des limites d'une information à trop brève échéance.

« *Annuaire suisse de politique de développement 2006 – Faits et statistiques* », disponible auprès de l'Institut universitaire d'études du développement (iued), à Genève, tél. 022 906 59 50, www.iued.unige.ch, publications@iued.unige.ch

Dans la vallée de l'Omo

(bf) Exceptionnellement, ce ne sont pas des photos de guerre que présente Don McCullin. Dans son livre *Don McCullin en Afrique*, le célèbre photographe de guerre anglais présente un reportage sur la vie de dix tribus africaines (Surma, Gheleb, Dassanech, Bume, Erbo, Bene, Bodi, Karo, Hamar et Mursi) qui vivent dans la vallée de l'Omo, en Éthiopie. Pour les rencontrer, il a fait plusieurs voyages entre 2003 et 2004 dans cette région faiblement peuplée, qui s'étend jusqu'à la frontière soudanaise. La vallée de l'Omo reste marquée par des conflits sanglants entre des tribus parfois nomades. Peu accessible, elle est isolée du monde extérieur et n'a pratiquement pas subi l'influence occidentale. En parcourant ces territoires, le photographe a appris à connaître les rites et les traditions des différentes tribus. Lorsque l'on prend le temps d'y plonger le regard, une force suggestive étonnante émane de ces images en noir et blanc, riches en contrastes.

Don McCullin: « *Don McCullin en Afrique* », Éditions de la Martinière, 2005



L'Inde à fleur de peau

(bf) La date de naissance du Mahatma Gandhi est jour férié en Inde. Mais que représente aujourd'hui pour les Indiens le père fondateur de la patrie, devenu l'icône de la non-violence dans le monde entier? Sur quelle voie cet immense pays s'est-il engagé? Le Valaisan Bernard Imhasly, qui vit en Inde depuis 1984, a tenté de répondre à ces questions dans son livre *Abschied von Gandhi?* (en allemand seulement). Cet ancien collaborateur des services diplomatiques suisses est, depuis quinze ans, le correspondant en Asie du Sud de différents journaux et périodiques, dont *Un seul monde*. Il a sillonné le sous-continent indien. Son livre raconte les destins fascinants des personnages rencontrés: maharadjas, chauffeurs de bus, défenseurs des droits civiques, politiciennes, directeurs de sociétés informatiques, nettoyeurs de latrines, rebelles, paysans, hommes de théâtre, sans oublier le petit-fils de Gandhi. L'auteur évoque le progrès et l'inertie, l'espoir, la peur et le courage, l'actualité et l'image de Gandhi qui s'estompe peu à peu. Ce voyage à travers l'Inde d'hier et d'aujourd'hui montre un pays multicolore aux multiples facettes, qui a entamé une mue en profondeur.

Bernard Imhasly: « *Abschied von Gandhi?* », Verlag Herder, 2006

Un cadavre chez Hemingway

(bf) En publiant sa tétralogie policière *Les Quatre saisons*, l'écrivain cubain Leonardo Padura s'était non seulement acquis une renommée internationale, mais il s'était aussi vu décerner diverses distinctions, dont le Premio Café de Gijón et le prix espagnol Premio Hammett. Il reprend à présent le personnage de Mario Conde dans une histoire merveilleuse et

étrange. L'ex-policier cubain mène une enquête dans laquelle la maison d'Ernest Hemingway, près de La Havane, joue un rôle central: 40 ans après le décès de l'écrivain, on y déterre un cadavre tué de deux balles d'un fusil provenant de sa légendaire collection d'armes. *Adios*

Hemingway n'est pas seulement une comédie à mi-chemin entre légende et réalité. Ce livre permet aussi à Leonardo Padura de prendre congé à sa manière du grand écrivain, en attribuant au personnage de l'inspecteur Mario Conde les sentiments que lui-même éprouve pour le Prix Nobel de littérature. *Leonardo Padura: «Adios Hemingway», Éditions Métailié, 2005*

Dialogues interculturels

(bf) La musique offre divers moyens d'établir un dialogue par-delà les frontières, les langues, les cultures et, surtout, les conflits. Pour s'en convaincre, il suffit de lire un livre succinct, mais délicat: *Bridges for the Future – Ein Jugend-Sinfonie-Orchester überschreitet Grenzen* (Ponts vers le futur – Un orchestre symphonique des jeunes par delà les frontières). Cet ouvrage, paru en édition bilingue allemand/anglais, décrit une expérience unique: en 2004 et 2005, un projet d'orchestre (avec académies d'été et tournées à la clé) a rassemblé 120 jeunes musiciens de Suisse, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Serbie-Monténégro et de Macédoine. Le livre passera à la postérité grâce aux

contributions des jeunes musiciens et aux textes de ses auteurs. Il s'accompagne d'un DVD enregistré lors des concerts donnés en Suisse, à Mostar et à Pristina. *«Bridges for the Future – Ein Jugend-Sinfonie-Orchester überschreitet Grenzen», Verlag Müller & Schade, Berne, 2006*

Enquêtes interactives sur le climat

(jls) Depuis septembre dernier, des écoles suisses participent à un projet pédagogique qui porte sur les changements environnementaux et le développement durable, en intégrant les technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans le cadre de ce projet intitulé «climaTIC-suisse.ch», les élèves se familiarisent avec la démarche scientifique et prennent conscience de la complexité d'un phénomène qui doit être abordé à l'échelle planétaire. Avec l'appui de la DDC, l'Université de Genève a développé le volet équatorial de climaTIC-suisse.ch. Une équipe se rendra en République démocratique du Congo pour y mener une enquête sur la déforestation. Les élèves participeront à distance au travail des enquêteurs. Par le biais d'une plateforme Internet, ils pourront exploiter les données recueillies sur le terrain et les comparer avec celles provenant d'autres régions du monde. ClimaTIC-suisse.ch comporte également un volet polaire. Des enquêtes interactives seront réalisées en Arctique et en Antarctique par

la Fondation polaire internationale.

www.climatic-suisse.ch

Vivre et résister en Amérique latine

(dg) Le DVD *América Latina*, diffusé par le service Films pour un seul monde, offre un aperçu de différentes cultures au quotidien et éclaire les défis auxquels sont confrontées les sociétés des pays latino-américains. Les cinq films présentés illustrent le courage de vivre et la résistance qui caractérisent la population du Brésil, du Pérou, du Honduras et de la Colombie. Ils traitent des disparités sociales, de la réparti-



tion inégale des terres, des minorités, de la violence et du travail des enfants. Ils montrent des personnes qui font face de manière impressionnante à des situations difficiles, luttent pour leurs droits et suscitent la sympathie par leur rayonnement et leur joie de vivre. Quant au matériel pédagogique, il offre nombre d'idées aux enseignants. Des pistes de travail et des fiches

pratiques sont fournies avec chaque film. Le DVD et le matériel pédagogique sont disponibles en allemand et en français. Ils peuvent dès lors être également utilisés dans l'enseignement d'une langue étrangère.

«América Latina», Films pour un seul monde, Suisse 2006.

Production: Baobab (A); 5 films, DVD-vidéo/DVD-Rom; français/allemand, env. 180 minutes, dès 12 ans. Distribution/vente: Éducation et développement, tél. 021 612 00 81, info@globaleducation.ch. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Les spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Les spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur de nombreux sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il ne peut toutefois offrir ses prestations qu'en Suisse et 30 personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations: Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48, info@eda.admin.ch.

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)
Jean-Philippe Jutzi (juj)

Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (stx)
Beat Felber (bf)

Rédaction:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho: Mermod SA, Lausanne

Impression: Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

860148187

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 57 500

Couverture: Guangzhou, Chine; Sinopix / laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

La région des Grands Lacs, en Afrique, a traversé des périodes douloureuses. Mais l'espoir est à nouveau permis, en particulier dans la République démocratique du Congo. Notre dossier analyse l'évolution des pays concernés, les conflits transfrontaliers, les dépendances et les perspectives d'avenir.



Redux / laif